

## Négociations agricoles à l'OMC : les divergences sur les modalités réduisent les chances de respecter le programme de travail convenu.

Après une première proposition de modalités présentée le 12 février dernier, dont le contenu a fait l'objet d'un débat de fond lors de la Mini-ministérielle qui s'est tenue à Tokyo du 14 au 16 février, le président du Comité de l'agriculture, Stuart Harbinson, a sorti le 18 mars, la seconde mouture de son projet de proposition pour l'établissement de modalités sur les négociations agricoles.

### Précisions

D'après le président Harbinson lui-même, le second texte comporte peu de changements par rapport au premier. Dans la première proposition, Harbinson avait noté que le texte devait être perçu dans le contexte de "la difficulté que les participants ont eu jusqu'ici à jeter des passerelles entre les positions largement divergentes et l'absence d'orientation qui en découle sur les approches des solutions". Harbinson faisait les mêmes références dans son document d'ensemble sur l'agriculture du 18 décembre. Concernant la seconde mouture, Harbinson a précisé qu'il faut le considérer comme «une révision initiale et limitée de certains éléments du premier». Il a ajouté qu'il n'a pu aller plus loin car les suggestions émises par les Membres, sur lesquelles se sont fondées ses révisions, sont restées assez éloignées les unes des autres.

### Accès aux marchés

Dans le cas d'application ad valorem, les positions tarifaires ne seront plus fondées sur des équivalents tarifaires calculés en utilisant des prix de référence ou données représentatifs moyens de la période de référence 1999-2001, mais en utilisant une moyenne triennale des prix de référence extérieurs sur une période de cinq ans représentative et excluant la valeur la plus forte et la plus faible.

Les produits «stratégiques» énoncés dans le cadre du traitement spécial et différencié sont changés en produits «spéciaux». Pour les tarifs agricoles inférieurs ou égaux à 120% ad valorem et supérieurs à 20% ad valorem, le taux de réduction en moyenne simple ne sera plus de 33% mais de 35%, sous réserve d'une réduction minimale qui n'est plus de 23 mais de 25% par ligne tarifaire. Il en est de même pour les tarifs inférieurs ou égaux à 20%, les taux passent respectivement de 27 à 25% pour les réductions en moyenne simple et de 17 à 15% pour les réductions minimales en ligne tarifaire. Une autre catégorie de tarifs agricoles inférieurs ou égaux à 60% et supérieurs à 20% a été introduite. Les taux prévus sont de 30% pour les réductions en moyenne simple et de 20% pour les

réductions minimales en ligne tarifaire. Le taux de réduction pour les produits spéciaux (anciennement produits stratégiques) restent à 10% pour les réductions en moyenne simple et 5% pour les réductions minimales en ligne tarifaire.

Dans le cadre des régimes préférentiels, les réductions tarifaires affectant les produits dont l'exportation revêt une importance vitale pour les pays en développement bénéficiaires pourront continuer à être mise en oeuvre. Le critère considéré pour bénéficier d'un tel avantage n'est plus le taux de 25% des exportations pour ce produit, mais celui de 20%. En outre, une autre nouveauté est que les Membres accordant des préférences devront entreprendre des programmes d'assistance technique et d'autres mesures pour appuyer les pays recevant les préférences.

En ce qui concerne la clause de sauvegarde spéciale, le nouveau projet va plus loin puisqu'il annonce l'ébauche d'un nouveau mécanisme de sauvegarde spéciale distinct destiné à remplir le même rôle de prise en compte des besoins en développement, y compris les considérations en matière de sécurité alimentaire, de développement rural et de garantie des moyens d'existence.

### Soutien interne

Selon le texte préliminaire, la Catégorie verte serait maintenue dans sa forme actuelle, mais sa discipline serait renforcée, comme ceci a été exigé à maintes reprises par des Membres tels que le Groupe de Cairns des exportateurs de produits agricoles. Le second texte ne modifie pas cette disposition et se borne simplement à énoncer des changements rédactionnels de pure forme et de nouvelles consultations techniques.

La Catégorie dite bleue - Blue Box - (des subventions qui ne sont que partiellement découplées au titre des programmes de limitation de la production) serait maintenue, mais les dépenses dans cette catégorie seraient plafonnées/consolidées et réduites de 50%

au cours d'une période de 5 ans. Les pays en développement bénéficieraient d'un traitement spécial et différencié qui leur autorise une mise en oeuvre sur 10 ans avec un taux de réduction de 33%. Concernant la Catégorie ambre - Amber Box - (soutien ayant des effets de distorsion sur les échanges), la mesure globale du soutien diminuerait de 60% au cours d'une période de cinq ans pour les pays développés, et de 40% au cours d'une période de 10 ans pour les pays en développement.

(suite à la page 2)

### Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>La protection de la propriété intellectuelle et l'Afrique - ADPIC - Bangui 1999</b>                 | <b>3</b>  |
| <b>Protection des connaissances traditionnelles</b>  | <b>5</b>  |
| <b>ADPIC : le dossier de l'accès aux médicaments essentiels toujours dans l'impasse</b>                | <b>7</b>  |
| <b>Règlement des différends : Les propositions du Groupe Africain se précisent sur certains points</b> | <b>12</b> |
| <b>Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de l'UEMOA</b>                                       | <b>19</b> |
| <b>Calendrier et Ressources</b>  | <b>24</b> |

*Négociations agricoles à l'OMC ... (suite de la page 1)*

### **Concurrence à l'exportation**

Harbinson propose également l'élimination progressive d'au moins 50% des subventions à l'exportation sur une période de 5 ans, alors que le reste des subventions serait réduit à 0 sur une période de 9 ans. Les pays en développement auraient 10 ans et 12 ans respectivement pour ce faire. Le second texte ne prévoit aucune modification dans cette disposition.

En ce qui concerne le traitement des crédits à l'exportation, Harbinson établit une différence entre le soutien au financement conforme à un ensemble de conditions détaillées et le soutien au financement non conforme qui ferait " l'objet d'engagements de réduction spécifiques". la nouvelle mouture énonce simplement des consultations techniques en vue de prochaines réformes.

### **Autres questions**

Concernant les pays les moins avancés (PMA), le dernier projet, comme le premier, spécifie que ces pays ne seraient pas tenus de souscrire à des engagements de réduction, mais qu'ils pourraient être " encouragés à envisager de souscrire à des engagements correspondant à leurs besoins de développement sur une base volontaire. " En outre, le projet de texte indique qu'à terme, un traitement spécial pourrait être prévu pour de nouveaux Membres, tels que la Chine, ainsi que pour " certains autres groupements " tels que les petits pays en développement insulaires, les pays en développement vulnérables et les économies en transition.

### **Un premier projet «rejeté» et un second tout aussi controversé**

La mini conférence ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Tokyo le 14 février s'est penchée, dans la journée du 15, sur l'épineuse question des négociations agricoles, notamment sur le premier projet de rapport proposé par le Président du Comité de l'agriculture Stuart Harbinson. Après plusieurs heures de discussions animées autour du texte, les Membres ont, selon une source, " démolis " le projet du président et ont demandé de préparer pour le début du mois de mars une nouvelle mouture du document sur les modalités des négociations agricoles.

Mais, malgré des améliorations, «jugées superficielles», apportées au nouveau document, des voix se sont élevées pour critiquer le texte de Harbinson. L'une des plus acerbes viennent naturellement de de l'Union européenne. Dès le premier draft présenté le 12 février, l'UE avait jugé que le texte ne " reflète pas l'équilibre des positions mises en avant par les Membres de l'OMC " pour une plus grande libéralisation des échanges agricoles, et plusieurs des " objectifs clés contenus dans la Déclaration sont absents de la proposition. " En particulier, le texte ne " prend pas en compte les engagements pris à Doha pour l'inclusion dans les négociations des " considérations non commerciales ". Pour l'UE, l'OMC doit tenir compte des aides aux agriculteurs liées à la sécurité alimentaire, à la protection des animaux ou à la défense de l'environnement. Par ailleurs, le texte ne tient pas compte des " énormes distorsions de concurrence créées par des formes de subventions pratiquées dans certains grands pays développés " allusion faite aux Etats-Unis. Les " différentes formes de subventions à l'exportation " ne sont pas logées à la même enseigne et en particuliers les crédits à l'exportation accordés par les Américains échappent à la sévérité.

### **Satisfaction des principaux pays en développement, et protestation des ONG**

Contrairement à l'UE, des pays en développement tels que l'Inde, le Kenya et Nigéria s'étaient montrés satisfaits du premier projet de texte de Harbinson qu'ils considèrent comme une petite victoire pour la coalition de pays en développement qui se sont battus ces trois dernières années pour que l'ouverture de leurs marchés soit lié à leur développement et à la protection de leur sécurité alimentaire. Les sources ont indiqué que l'Inde a bien accueilli l'approche dite de la " liste négative " qui permet aux pays en développement d'exempter leurs produits stratégiques des engagements de réductions générales. Cependant, l'Inde a rejeté la proposition de réduction des tarifs étalée sur dix années accordées aux pays en développement qu'elle considère comme trop courte.

Cependant, plusieurs ONG -tels que le " Focus on the Global South " basé à Bangkok " et " Institute for Agriculture Trade Policy " (IATP) - avaient critiqué le premier texte de Harbinson pour avoir négligé les propositions faites par les pays en développant de lier l'accès à leurs marchés au niveau des subventions aux fermiers des pays du nord. " En négligeant les questions de développement, ce plan incite les pays en développement à arrêter les négociations dans des domaines d'intérêt principal pour les pays développés tels que le commerce des services " avait affirmé le directeur de l'Information sur le Commerce de l'IATP, Shefali Sharma. Elle ajoute que le plan n'incite pas la majorité des pays en développement de faire des concessions dans les autres domaines de négociation.

Ces positions des ONG, comme celle de l'UE, n'ont pas varié après la publication du second draft. L'UE a rejeté le projet de texte qu'il considère comme «largement identique» au premier et présente de «grands déséquilibres». Elle estime en effet que le texte reste largement favorable aux grands pays exportateurs de produits agricoles.

En mars 2002, les Membres de l'OMC avaient convenu d'un programme de travail pour l'établissement de modalités pour la négociation de nouveaux engagements dans les domaines de l'accès aux marchés, des subventions à l'exportation et du soutien interne, avant le 31 mars 2003. La phase des modalités est l'une des plus importantes des négociations agricoles. Elle est en effet destinée à permettre aux membres de l'OMC de convenir à la fois de cibles chiffrées et de procédures de négociation susceptibles de faire atteindre les objectifs fixés à Doha.

En particulier, les modalités doivent permettre, par exemple, de déterminer la formule des réductions tarifaires (telles que la formule suisse ou celle du Cycle d'Uruguay) ; la méthode de réduction des subventions (notamment le soutien de la Catégorie ambre ou également, par la suite, de la Catégorie bleue ou même de la Catégorie verte) comme par exemple le taux de réduction (par exemple 50%) et l'approche générale à adopter (approche globale ou par produit) ; des engagements de réductions supplémentaires pour les subventions à l'exportation et - par la suite - pour les crédits à l'exportation et l'aide alimentaire ; les disciplines futures de la Catégorie verte ; l'incorporation du traitement spécial et différencié ; ainsi que le traitement des préoccupations autres que d'ordre commercial telles que le développement rural, la sécurité alimentaire, la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs.

## La protection de la propriété intellectuelle et l'Afrique ADPIC - Bangui 1999

Par Abdoulaye Sakho\*

L'Accord ADPIC est un accord multilatéral qui couvre, en principe, toutes les formes de propriété intellectuelle. Il vise à harmoniser et à renforcer les normes de protection tout en assurant leur mise en vigueur efficace à l'échelon aussi bien national qu'international (l'Accord relatif aux aspects des droits de propriété intellectuelle liés au commerce, par Amadou TAMKOANO, in *Revue Droit et Pratique du Commerce International*, Tome 20, n° 3, 1994 p. 428 à 470).

Cet accord cherche à réaliser le transfert en bloc du système de protection juridique de la propriété intellectuelle conçue pour les pays industrialisés, dans des pays à formation économique et sociale fort différente. Du coup, l'implantation dans les pays en développement de politiques de protection de la propriété intellectuelle conçues pour l'Occident pose de sérieux problèmes éthiques, économiques et sociaux qui ne font qu'aviver la discussion dès lors qu'il apparaît qu'une partie du monde cherche à imposer à l'autre son mode de protection de la propriété intellectuelle sous le couvert de l'élimination des obstacles au transfert et aux innovations technologiques dans le but d'harmoniser le marché mondial.

En Afrique, dès le début des indépendances, les Etats appartenant à la zone franc avaient conclu un accord relatif à la création d'un Office Africain et Malgache de la Propriété Industrielle (OAMPI le 13 septembre 1962 plus connu sous le nom d'Accord de Libre-ville) en vue de protéger, sur leurs territoires, les droits de la propriété industrielle. (Voir Ibrahima CAMARA, les droits de propriété industrielle en Afrique Noire Francophone avant et après les indépendances, *Revue EDJA* n°1 p 2, 1987).

Quinze ans plus tard, les membres fondateurs de l'OAMPI révisaient cet accord pour le remplacer par celui de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI) signé à Bangui le 2 mars 1977. Dans cet accord de Bangui de 1977, les pays signataires s'engagent à adhérer à toutes les conventions internationales intervenues en matière de propriété intellectuelle montrant ainsi leur volonté d'intégrer l'accord de Bangui dans le réseau mondial de la protection de la propriété intellectuelle.

L'accord de Bangui a fait l'objet d'une nouvelle révision le 24 février 1999 qui harmonise la protection africaine de la propriété intellectuelle avec les dispositions de l'Accord ADPIC signé dans le cadre de l'OMC. Cette mise en conformité de l'Accord de Bangui avec l'Accord ADPIC fait la part belle aux titulaires de brevets exploités en Afrique : leurs droits sont dorénavant alignés sur les dispositions ADPIC. Cet alignement défavorise l'Afrique quant à ses préoccupations de développement : la protection des titulaires de brevet devient plus longue (20 ans au lieu de 10), les priorités en matière de santé publique et de maîtrise des ressources biologiques seront quasiment impossibles à mettre en œuvre dès lors que la révision de l'Accord de Bangui opérée en 1999 a introduit des obligations plus strictes et plus contraignantes que l'Accord ADPIC qui n'est pourtant pas un modèle de vertu dans le genre.

C'est la raison pour laquelle des espoirs sont fondés sur la déclaration de DOHA adoptée le 14 novembre 2001 lors de la Conférence Ministérielle de l'OMC. Cette déclaration introduit dans la réglementation internationale de la propriété intellectuelle, une série de " flexibilités " qui pourraient bénéficier très largement aux pays africains. Mais le problème qui demeure aujourd'hui est celui de l'articulation de la déclaration de DOHA avec l'Accord de Bangui révisé en 1999. Quelle valeur juridique accorder aux engagements de DOHA ? Permettent-ils de contourner la force contraignante de l'Accord de Bangui révisé ?

Questions importantes qui méritent que ce document fasse d'abord le point sur les conséquences de la révision de l'Accord de Bangui sur la santé et la maîtrise des ressources biologiques en Afrique, avant d'analyser la Déclaration de DOHA proprement dite.

### I. Les implications de l'accord de Bangui révisé (1999) sur la santé publique et la maîtrise des ressources biologiques

En matière de propriété intellectuelle, seize pays africains sont aujourd'hui organisés au niveau régional et ont adopté des dispositions juridiques communes sous l'égide de l'OAPI : l'Accord de Bangui qui constitue la loi nationale de propriété industrielle (brevets et marques) de chacun des pays membres (Bénin, Burkina-faso, Cameroun, République Centrafricaine, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée Equatoriale, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo). Sous sa première formulation datant de 1977, cet accord n'était pas conforme aux standards minimums imposés par l'OMC sur les ADPIC. En conséquence, il a fait l'objet d'une révision qui a abouti en 1999 à un nouveau texte en vigueur depuis février 2002. Ce texte (Bangui 1999) pose de sérieux problèmes dès lors qu'il donne l'impression que l'Afrique lutte contre l'Afrique. En effet la nouvelle législation unique de la propriété intellectuelle issue de la révision de 1999 consacre un net recul par rapport aux ADPIC notamment sur les questions de santé publique et de ressources naturelles.

Avant d'examiner au fond l'amplification des effets néfastes des ADPIC sur les pays africains par Bangui 1999, il ne sera pas sans intérêt de présenter d'abord cet accord de Bangui et les fondements de sa mise en conformité avec les ADPIC.

### A. La gestion de la propriété intellectuelle en Afrique par l'accord de Bangui créant l'OAPI.

**A-1-** L'OAPI est une organisation dotée de la personnalité juridique avec comme organes, un Conseil d'administration et un Directeur Général. Elle est chargée de l'application des lois uniformes contenues dans les annexes à l'Accord et qui sont au nombre de 10. Les missions de l'OAPI sont fixées à l'article 2. Elle est chargée notamment :

- de mettre en œuvre et d'appliquer les procédures administratives communes découlant d'un régime uniforme de protection de la propriété intellectuelle ainsi que des stipulations des conventions

\* Agrégé des facultés de Droit, Université Cheikh Anta Diop de Dakar ; membre du Forum civil. Document ENDA, juillet 2002.



*La protection de la propriété intellectuelle ... (suite de la page 3)*

internationales en ce domaine auxquelles les Etats membres ont adhéré et de rendre des services en rapport avec la propriété intellectuelle ;

- de contribuer à la promotion et à la protection de la propriété intellectuelle ;
- de promouvoir le développement économique des Etats membres au moyen notamment d'une protection efficace de la propriété intellectuelle et des droits connexes.

L'OAPI tient lieu pour chaque Etat membre, de service national de la propriété intellectuelle et d'organisme central de documentation et d'information. Les dépôts de demande de protection individuelle sont effectués, soit auprès de l'OAPI, soit auprès de l'administration nationale. Tout dépôt de demande de protection désignant au moins un Etat membre a la valeur d'un dépôt national dans chacun des Etats membres. Le même traitement est réservé à toute demande internationale de protection contenant la désignation d'un Etat membre au moins (art. 7). L'organisation procède à l'examen administratif des demandes selon la procédure commune prévue par l'Accord et les différentes annexes (art. 8 à 14). L'OAPI tient pour l'ensemble des Etats, un registre spécial pour chacune des créations intellectuelles dans lesquels sont portées les inscriptions prescrites par l'Accord (art. 16). Toute décision de rejet d'un dépôt de demande de protection intellectuelle peut faire l'objet d'un recours devant la commission supérieure de Recours prévue à l'article 19.

**A-2-** La Législation commune de la propriété intellectuelle de l'OAPI est constituée par dix Annexes concernant respectivement les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les marques de produits ou de services, les dessins et modèles industriels, les noms commerciaux, les indications géographiques, la propriété littéraire et artistique, la protection contre la concurrence déloyale, les schémas de configuration (topographies) des circuits intégrés, la protection des obtentions végétales. Ces annexes sont considérées comme des droits nationaux indépendants soumis à la législation de chacun des Etats membres dans lesquels ils ont effet (art.3). Cela signifie en clair que les textes des annexes font office de loi interne pour chaque Etat. Toutefois, l'Accord de Bangui admet la possibilité pour les nationaux de faire prévaloir des dispositions éventuellement plus favorables d'autres conventions relatives à la propriété intellectuelle.

De la même manière, en cas de divergence entre les règles de Bangui et celles contenues dans les conventions internationales auxquelles les Etats membres sont partis, ces dernières prévalent (art.17). Les décisions judiciaires définitives rendues sur la validité des titres dans l'un des Etats membres font autorité dans tous les autres Etats membres, excepté celles fondées sur l'ordre public et les bonnes mœurs (article 18).

**B. L'amplification des effets ADPIC par Bangui 1999.**

L'Accord ADPIC a déjà fait l'objet d'une analyse approfondie quant à ses effets néfastes et surtout l'injustice engendrée sur le marché mondialisé. (Rapport d'OXFAM pour le commerce équitable intitulé " Deux poids, deux mesures ", Avril 2002 ). L'Accord ADPIC est considéré dans ce rapport comme " un exemple flagrant de la domination des pays riches sur les pays en développement ".

Cet accord qui est annexé à celui de Marrakech instituant l'OMC

créé un ensemble de règles communes visant les modalités d'allocation de ces biens particuliers que sont les connaissances à la base des produits commercialisés. Avec ces règles, les coûts des transferts de technologie augmentent, ce qui a pour effet d'élargir le fossé qui sépare les pays en développement des pays riches. Le paradoxe aujourd'hui c'est que ce fossé s'est encore plus élargi du fait des africains eux-mêmes par la révision de l'accord de Bangui en 1999.

**B-1- Economie et effets de l'accord ADPIC**

La protection de la propriété intellectuelle est devenue un élément crucial dans les échanges commerciaux. Pour rendre effective cette protection, la communauté internationale a mis au point cet accord multilatéral (ADPIC) qui introduit pour la première fois, un système mondial de normes minimales en vue de réglementer une telle protection. Ainsi, il est généralement prévu une période de protection minimale pour toutes les créations intellectuelles : brevets (20 ans), dessins et modèles industriels (10 ans), marques de commerce (7 ans).....

La réglementation s'applique indistinctement dans les pays riches comme dans les pays pauvres. L'objectif de la réglementation est, selon ses défenseurs, la recherche de l'équilibre entre incitation à l'innovation et diffusion du progrès. En réalité, il faut éviter qu'une innovation soit copiée dès sa mise sur le marché car cela n'incitera plus à la recherche et peut, à terme, bloquer le progrès. En conséquence d'un tel objectif, la réglementation accorde aux créateurs et inventeurs des droits de commercialisation exclusifs temporaires qui leur permettent de facturer des prix élevés et les incitera à poursuivre la recherche et l'investissement.

Mais s'il faut encourager l'innovation, il faut le faire pour tous en évitant les schémas universalisés. En somme, il faut moduler la protection intellectuelle en fonction du niveau de développement car les pays les plus pauvres auront du mal à supporter les coûts d'une protection plus contraignante qui les empêchera de rattraper les autres (un obstacle à l'un des objectifs du NEPAD fondé sur le rattrapage en termes d'infrastructure). De fait, l'effet essentiel de l'accord ADPIC se traduit par l'augmentation des profits des pays et entreprises qui contrôlent la connaissance considérée aujourd'hui comme le bien le plus précieux de l'humanité. En effet, on va assister à une augmentation des prix de la part des exportateurs de technologies ce qui entraîne des frais plus élevés pour les importateurs. Les bénéficiaires de l'accord ADPIC sont à coup sûr les pays industrialisés qui concentrent près de 97 % des brevets alors que les Africains n'ont déposé que 0,02 % des demandes de brevet à l'OAPI (source Rapport OXFAM, pour un commerce équitable, avril 2002).

Du coup, l'accord ADPIC contrarie l'application de droits fondamentaux dans les pays pauvres : le droit à la santé et son mode opératoire, l'accès aux médicaments essentiels deviennent des vœux pieux dans la plupart des pays du sud. Le même constat peut être dressé à propos de la maîtrise par les peuples de leurs ressources naturelles et de la lutte contre la bio piraterie et le brevetage du vivant. (Voir le Rapport OXFAM précité p.242 et suivantes).

**B-2 - Résultats de la Révision de l'Accord de Bangui**

La révision de 1999 destinée à mettre Bangui en conformité avec

(suite à la page 16)

## Protection des connaissances traditionnelles : approches et propositions

Par Graham Dutfield\*

En 2000, les Etats Membres de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) ont convenu de mettre sur pied un Comité intergouvernemental de la propriété intellectuelle et des ressources génétiques, des connaissances traditionnelles et du folklore. La question peut-être la plus importante débattue jusqu'ici lors des quatre réunions du Comité est la protection juridique des connaissances traditionnelles.

Les délégués au Comité intergouvernemental ont cherché à proposer des mesures de protection défensive et positive effective. La 'protection défensive' renvoie aux dispositions adoptées dans le droit ou par les autorités réglementaires, pour empêcher que des demandes de droit de propriété intellectuelle sur des connaissances, une expression ou un produit culturels ne soient agréées par des personnes ou des organisations non autorisées.

Par 'protection positive' on entend l'acquisition par les détenteurs de connaissances traditionnelles eux-mêmes, d'un droit de propriété intellectuelle (DPI), tel qu'un brevet ou un droit alternatif fourni dans un système sui generis. La protection positive effective impliquera probablement un système complètement nouveau dont le développement nécessitera la participation très active et très engagée de nombreux gouvernements. C'est une des raisons pour lesquelles les discussions sur la protection positive, au sein du Comité intergouvernemental, n'ont pas beaucoup progressé, en dépit de l'intérêt considérable qu'elle suscite. Le présent article cherche à répondre à cet intérêt en décrivant certaines mesures de protection positive qui ont été proposées.

### Approches fondamentales

Tant la théorie que l'expérience en matière de droits, à ce jour, suggèrent que les systèmes juridiques existants pour la protection des connaissances et des travaux intellectuels tendent à opérer soit comme des régimes de propriété, soit comme des régimes de responsabilité, soit comme des systèmes combinés contenant des éléments des deux. Quelle est la différence entre les régimes de propriété et les régimes de responsabilité ? Un régime de propriété confère aux propriétaires des droits exclusifs, dont le droit d'autoriser l'accès à la propriété en question et celui de déterminer les conditions d'accès sont les plus fondamentaux. Pour que ces droits aient un sens quelconque, les détenteurs doivent bien sûr être en mesure de les faire respecter.

Un régime de responsabilité est un système fondé sur le principe 'utiliser maintenant, payer plus tard', selon lequel l'usage est permis sans l'autorisation des détenteurs du droit. Mais il ne s'agit pas d'un accès gratuit. Une compensation ex-post est toujours requise.

Un système sui generis reposant sur un tel principe a certains avantages dans des pays où une majeure partie des connaissances traditionnelles est déjà largement diffusée, mais peut encore faire l'objet de demandes de la part de leurs détenteurs initiaux. Se contenter d'affirmer un droit de propriété sur des connaissances ne va guère empêcher des abus quand une si grande partie de ces connaissances est tombée dans le domaine public et ne peut plus être contrôlée par les détenteurs initiaux des connaissances traditionnelles. Une réponse pragmatique est de permettre l'utilisation de telles mais d'exiger que les producteurs ou les fournisseurs initiaux de ces connaissances reçoivent une compensation.

**Le simple fait qu'un ethnobiologiste ait une fois décrit l'utilisation d'une plante médicinale par une communauté dans un journal académique, sans en demander l'autorisation, ne signifie que la communauté a renoncé à ses droits de propriété sur ces connaissances.**

Il y a différentes manières de traiter les paiements de ces compensations. Le gouvernement pourrait déterminer les droits par la loi. Autrement, une institution privée de gestion collective pourrait être mise en place pour surveiller l'utilisation des connaissances traditionnelles, délivrer des licences aux utilisateurs, et répartir les redevances aux détenteurs de droits proportionnellement à l'utilisation de leurs connaissances par d'autres. Elle pourrait également collecter et répartir des redevances là où des applications commerciales sont développées par les utilisateurs et où les licences exigent que de tels avantages retournent aux détenteurs. Ou alors, dans des régimes où les détenteurs de connaissances traditionnelles sont prêts à s'en remettre à une autorité compétente étatique ou gouvernementale pour s'acquitter de la fonction, une institution publique pourrait être créée à la place.

Certaines personnes s'opposent à un régime de responsabilité, au motif que nous ne devrions pas avoir à payer pour des connaissances tombées dans le domaine public. Là également, le 'domaine public' est un concept étranger à de nombreux groupes autochtones. Le simple fait qu'un ethnobiologiste ait décrit l'utilisation d'une plante médicinale par une communauté dans un journal académique, sans en demander l'autorisation ne signifie que la communauté a renoncé à ses droits de propriété sur ces connaissances, ou à la responsabilité qui lui incombe de garantir que les connaissances sont utilisées de manière culturellement appropriée. Perçu dans cette optique, un régime de responsabilité ne devrait pas être considéré comme une alternative à un régime de propriété, mais comme un moyen de garantir que les détenteurs de connaissances traditionnelles et leurs communautés peuvent exercer leurs droits de propriété de manière plus effective.

Examinons à présent certaines des propositions les plus intéressantes développées jusqu'ici.

### Droits sur les bases de données

Il y a, actuellement, un intérêt considérable à documenter les connaissances traditionnelles et à les placer dans des bases de données<sup>1</sup>. Nuno Carvalho de l'OMPI a suggéré que ces bases de données soient protégées au titre d'un droit spécial sur les bases de

(suite à la page 6)

\*Graham Dutfield, est associé de recherche principal (Senior Research Associate) à l'ICTSD et directeur académique du Projet CNUCED-ICTSD sur les DPI et le développement durable. L'article est tiré d'une étude de cas rédigée pour le Projet CNUCED-ICTSD. L'étude peut être consultée à : <http://www.ictsd.org/iprsonline/docs/unctadictsd/Dutfield2002.pdf>

*Protection des connaissances traditionnelles ... (suite de la page 5)*

données. Ceci serait nécessaire, souligne-t-il, parce qu'il est rare que les communautés traditionnelles et les détenteurs de connaissances traditionnelles se chargent de la compilation ou de la tenue de bases de données. En outre, on suppose qu'ils souhaitent contrôler l'accès à l'information contenue dans ces bases de données et l'utilisation de cette information, plutôt que la manière dont cette information est présentée ou formulée. Pour ces raisons, la législation relative aux droits d'auteur ne fournit pas de solution adéquate. Comme l'explique Carvalho : "Il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de protection de la propriété industrielle qui garantisse l'exclusivité quant à l'utilisation du contenu des bases de données, plutôt que de leur reproduction (droit d'auteur)."

Une telle proposition repose sur l'article 39.3 de l'Accord de l'OMC sur les droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), traitant des essais ou d'autres données dont l'établissement demande un effort considérable, qui doivent être communiqués aux autorités gouvernementales comme condition de l'approbation de la commercialisation de produits pharmaceutiques ou de produits chimiques pour l'agriculture. L'article exige des gouvernements qu'ils protègent ces données contre l'exploitation déloyale dans le commerce. Il exige également des Etats qu'ils protègent ces données contre la divulgation, sauf si cela est nécessaire pour protéger le public. Ceci explique pourquoi, éventuellement, certaines informations auront à être protégées contre l'exploitation déloyale dans le commerce, alors même qu'elles ont été divulguées au public.

Pour Carvalho, cette protection supplémentaire pourrait s'étendre aux connaissances traditionnelles, sous forme d'un cadre juridique pour un système de base de données relatives aux connaissances traditionnelles. Le système retiendrait les trois aspects suivants découlant de l'article 39.3 de l'accord sur les ADPIC : l'établissement des droits en matière de données, le moyen de faire respecter les droits en matière de données contre leur utilisation par des tierces parties non autorisées, et l'absence de délai de protection prédéterminé.

**Même un système de protection efficient n'aurait aucun effet extra-territorial.**

Carvalho propose que de telles bases de données soient enregistrées auprès des offices des brevets nationaux et que pour éviter l'appropriation des connaissances relevant du domaine public, les droits en matière de respect de la propriété intellectuelle soient limités aux connaissances qui répondent à certaines définitions de l'innovation qu'il qualifie d'"innovation commerciale". En d'autres termes, les connaissances divulguées dans le passé pourraient être qualifiées de 'nouvelles' si l'innovation sur laquelle elles reposent n'est pas encore arrivée sur le marché.

**Société globale de biocollecte**

Peter Drahos<sup>2</sup> de l'Université nationale australienne a suggéré la création d'une Société globale de collecte de ressources biologiques (Global Biocollecting Society - GBS). Cette institution, reposant sur les droits de propriété, réduirait les coûts de transaction tout en améliorant le respect international des droits sur les connaissances traditionnelles liées à la biodiversité. Elle susciterait également la confiance, sur le marché, entre détenteurs et utilisateurs commerciaux de connaissances traditionnelles.

La GBS serait une organisation privée de gestion collective d'un type courant dans le domaine des droits d'auteur et des droits connexes. Cependant, alors que les organisations de droits d'auteur et de droits connexes opèrent au niveau national, la GBS serait une institution internationale. Une autre différence clé est que son mandat serait de mettre en œuvre les objectifs de la Convention sur la diversité biologique, particulièrement ceux liés aux connaissances traditionnelles. La GBS serait un dépositaire des registres de connaissances communautaires présentés volontairement par des groupes et des communautés membres. Alors que l'adhésion serait ouverte aux groupes traditionnels ainsi qu'aux entreprises partout à travers le monde, les registres seraient confidentiels, sauf en ce qui concerne les identités des groupes ou des communautés qui les présentent. Une présentation déclencherait un dialogue entre la communauté concernée et une compagnie désirant avoir accès à l'information figurant dans le registre en question. Il en résulterait un arrangement pour l'accès aux connaissances traditionnelles, en échange de certains avantages.

Pour améliorer les chances de transactions fructueuses profitant aux communautés, la GBS fournirait une gamme de services, tout en servant de dépositaire des registres de connaissances traditionnelles. Elle pourrait, par exemple, aider dans des négociations contractuelles et tenir un registre de conseillers juridiques indépendants disposés à aider les communautés traditionnelles. Elle pourrait surveiller l'exploitation commerciale des connaissances traditionnelles, notamment en vérifiant les demandes de brevets. La GBS pourrait également assurer une fonction de règlement des différends impartial et indépendant. Ses recommandations ne seraient pas juridiquement contraignantes, mais il y aurait toujours des incitations à s'y conformer. Par exemple, le non respect des recommandations pourrait entraîner l'expulsion de la GBS, auquel cas la partie exclue, s'il s'agit d'une entreprise, pourrait faire face à une publicité négative qu'il serait préférable d'éviter.

**Régime de responsabilité compensatoire**

L'idée d'un régime de responsabilité compensatoire proposée par le professeur Jerome Reichman<sup>3</sup> de Duke University cherche à protéger certaines connaissances traditionnelles qui peuvent être qualifiées de savoir-faire, c'est-à-dire des connaissances ayant des applications pratiques, mais insuffisamment inventives pour être brevetables.

Pour de telles connaissances, un régime de propriété est considéré comme pouvant offrir une protection trop forte dans la mesure où elle créerait des obstacles pour les innovateurs suivants. Un tel régime empiéterait sur le domaine public. L'ingénierie inverse devrait être autorisée, mais non les moyens irréguliers de découvrir le savoir-faire, tels que la corruption ou l'espionnage industriel. Toutefois, les détenteurs de savoir-faire se retrouvent confrontés au problème du raccourcissement du délai de production, alors l'ingénierie inverse devient de plus en plus sophistiquée.

Alors, que faut-il faire ? Pour trouver le juste milieu entre les intérêts raisonnables des créateurs d'innovations non encore brevetable, et les innovateurs suivants, un régime de responsabilité est nécessaire pour garantir que - pendant une période de temps limitée - les utilisateurs indemniseront les détenteurs du savoir-faire qu'ils souhaitent acquérir. Un tel régime s'appliquerait au savoir-faire pour lequel les délais de production sont particulièrement brefs et qui

(suite à la page 15)



## ADPIC : le dossier de l'accès aux médicaments essentiels toujours dans l'impasse

Bien que le Conseil des ADPIC devait trouver une solution rapide au problème concernant le recours de manière effective aux licences obligatoires pour les Membres de l'OMC ayant des capacités de production insuffisantes ou inexistantes avant la fin de 2002, aucun accord n'a été trouvé jusqu'à ce jour. Lors des négociations qui se sont poursuivies le 15 et 16 février derniers lors de la ministérielle de Tokyo, les Membres devaient discuter d'une nouvelle proposition, portée par le président du Conseil des ADPIC l'Ambassadeur Perez Motta du Mexique, regroupant le texte de compromis du 16 décembre 2002 en même temps qu'une déclaration regroupant les points convenus entre les Membres durant les dernières réunions. Les discussions qualifiées de "franches et animées" n'ont finalement pas permis de débloquent le dossier de l'accès aux médicaments.

"Les Africains ont dit très clairement qu'il était très frustrant pour eux d'avoir ces débats techniques interminables alors qu'il s'agit de quelque chose de beaucoup plus important, affronter la crise sanitaire en Afrique", a indiqué un fonctionnaire de l'OMC. Le Brésil aurait créé la surprise en avançant une nouvelle idée pour tenter de débloquent la situation sur l'accès des pays pauvres à des médicaments génériques, question cruciale pour parvenir à une avancée dans les négociations. Ce pays aurait dévoilé cette initiative dans l'intention de se rapprocher des préoccupations américaines à ce sujet. Mais il n'a finalement pas soumis officiellement sa proposition durant le Conseil des ADPIC qui a eu lieu le 18 février à Genève.

Selon l'organisation non gouvernementale Médecins sans frontières (MSF), la déclaration du président du Conseil des ADPIC vise à restreindre l'usage des licences obligatoires pour les pays pauvres aux "urgences nationales ou autres situations d'urgence extrême". Dans une lettre ouverte adressée aux Membres de l'OMC datée du 8 février (à consulter sur le site [www.accessmed-msf.org](http://www.accessmed-msf.org)), MSF déclare que l'adoption de cette dernière proposition reviendrait purement et simplement à ruiner les progrès accomplis avec difficulté ces dernières années.

Selon cette organisation, cette solution désavantagerait très nettement les pays qui n'ont pas la capacité de produire des médicaments, par rapport à ceux qui disposent localement de moyens de production. Théoriquement, les pays qui ne peuvent produire des médicaments peuvent émettre une licence obligatoire pour répondre à leurs besoins de santé publique. Mais ils ne pourraient importer des médicaments que s'ils déclarent une urgence nationale. Ces pays seraient obligés d'attendre que le problème devienne extrêmement grave - peut être même trop grave - avant de recourir à cette démarche.

Avant la conférence ministérielle de Tokyo, des sources avaient indiqué que les pays latino-américains avaient exprimé leur volonté d'accepter la proposition du président, mais que leur position allait aussi dépendre de la réaction du Groupe Africain. La position de ce dernier n'avait pas encore été décidée. Un délégué kenyan avait précisé que le Groupe Africain voulait que l'expression "urgences nationales" soit remplacée par "problèmes de santé publique" en conformité avec la Déclaration de Doha. Mais Perez Motta avait répondu que le rapport ne serait pas modifié.

La Déclaration sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, adoptée à Doha en novembre 2001, a confirmé les droits dont disposent les États membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) dans cet accord lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de santé publique tels le VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme et d'autres épidémies. Cette déclaration, qui a constitué l'un des résultats de la Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, répond à la requête des pays membres africains de faire face à la situation d'urgence résultant de la pandémie du VIH/SIDA sur ce continent et ailleurs.

La déclaration confirme qu'une des possibilités réservées aux États membres dans ces cas est celle des licences obligatoires, permettant, à certaines conditions, la fabrication de produits génériques malgré le fait que les produits correspondants soient encore sous brevet. Une licence obligatoire est une autorisation, par un gouvernement, qui permet à un producteur de produire un produit breveté, sans l'autorisation de l'ayant-droit du brevet. Ainsi l'ayant droit perd l'exclusivité de production du produit breveté. Ceci peut mener, entre autres, à une baisse de prix. En tout état de cause, l'ayant-droit devra être rémunéré et il conserve bien sûr le droit de produire et commercialiser son produit. Il ne s'agit donc en aucun cas d'une expropriation.

Les États membres se sont réunis à de nombreuses reprises en 2002 pour traiter ce problème, tant dans des séances formelles (quatre séances du Conseil des ADPIC) que dans des dizaines de séances informelles. Lors de la rencontre ministérielle informelle de Sydney de novembre 2002, cette question figurait comme point principal à l'ordre du jour. Alors qu'une solution semblait se dessiner, certaines positions se sont durcies rendant la recherche d'une solution de plus en plus difficile.

La proposition de compromis du président du Conseil des ADPIC, l'ambassadeur Perez Motta, datée du 16 décembre 2002 avait ralié tous les Membres à l'exception des États-Unis en raison d'une couverture-maladies jugée trop large. Ils craignaient en effet que le paragraphe 5.c de la déclaration ministérielle permette aux grands producteurs de génériques d'étendre leurs productions de copies à des médicaments tels que le Viagra, des antiasthmatiques ou l'insuline. Les ONG ont appelé les pays en développement à rejeter l'accord, jugé trop contraignant en termes de mesures de sauvegardes et de transparence. Malgré une tentative de l'UE de trouver un compromis acceptable par les États-Unis, le Conseil des ADPIC du 20 décembre n'est pas parvenu à dégager un accord.

Voir les derniers numéros de PASSERELLES pour obtenir des informations sur l'évolution des négociations à ce sujet : Vol III, n°6, octobre-décembre 2002, <http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-6.pdf>, Vol III, n°5, août-septembre 2002, <http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-5.pdf>, Vol III, n°4, mai-juillet 2002, <http://www.ictsd.org/monthly/pasrel/passerelles3-4.pdf>

## Le Groupe de négociation sur les règles s'attelle à l'antidumping

Durant ses réunions des 3, 6 et 7 février, le Groupe de négociation sur les règles à l'OMC a débattu de l'antidumping et des subventions, notamment des subventions aux pêcheries et des accords commerciaux régionaux. Un groupe de pays appelé "Amis de

(suite à la page 8)

... (suite de la page 7)

l'antidumping " - comprenant le Brésil, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, Hong Kong, la Chine, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Norvège, la Chine de Taipei, Singapour, la Suisse, la Thaïlande et la Turquie - s'est réuni le 5 février pour débattre d'une position coordonnée sur le renforcement des disciplines relatives aux mesures antidumping visant à prévenir les abus.

### **Antidumping : Réunion des Amis et négociations de l'OMC**

Les hauts responsables du groupe de 15 membres des " Amis des négociations antidumping " se sont réunis le 5 février, préalablement aux pourparlers formels sur la question à l'OMC. Le groupe a averti que " la libéralisation des échanges par la réduction des droits de douane ne serait d'aucune utilité si certains Etats continuaient de recourir à des mesures antidumping comme obstacles aux échanges ". Le groupe a insisté sur le fait que, pour obtenir des résultats positifs dans le reste du Cycle de Doha, les Membres auront également à s'atteler aux besoins en matière d'antidumping. Dans le cas où un pays détermine que des produits étrangers font l'objet d'un dumping (c'est-à-dire, sont vendus en-dessous du coût de production, causant aux industries du pays importateur un dommage important), l'OMC permet au pays importateur d'imposer des droits antidumping.

L'Inde, les Etats-Unis et l'UE sont les pays qui ont le plus recours à des mesures antidumping, que nombre de pays voient comme des moyens injustes et illicites de protéger l'industrie nationale. Selon les propos d'Alejandro Jara, ambassadeur chilien à l'OMC, " pour certaines industries, pour certains secteurs, l'impact [des mesures antidumping] est si grand qu'il pourrait détruire toute tentative de se développer ", ajoutant : " On nous a dit d'ouvrir notre industrie et de nous diversifier, ce que nous avons fait ; mais à chaque fois que vous réussissez dans un secteur particulier, il est probable que vous serez frappé par des droits antidumping. " Tadakatsu Sano, vice-ministre japonais des Affaires internationales au ministère de l'économie a mis l'accent sur le fait que si les droits de douane internationaux sur les produits non-agricoles tournaient autour de 5% dans les quatre pays les plus riches au monde, les droits antidumping avoisinaient 45%. Le recours à des mesures antidumping s'est fortement accru, passant, en moyenne, de 237 cas durant les années 90 à 330 cas par an entre 1999 et 2001.

Les longues enquêtes antidumping elles-mêmes imposent aux pays une lourde charge même dans les cas où aucun dumping n'est constaté. Le groupe des " Amis de l'antidumping " souhaite une modification des règles de l'OMC pour empêcher l'abus de mesures antidumping et des investigations pesantes et inutiles. Les Etats-Unis se sont montrés peu disposés à débattre des questions d'antidumping durant la série de négociations en cours. L'Organe d'appel de l'OMC a récemment statué contre une loi américaine controversée qui permettait aux exportateurs -plutôt qu'au gouvernement - de collecter directement des recettes tirées des droits antidumping.

Durant les discussions sur l'antidumping au sein du Groupe de négociation sur les règles, plusieurs Membres ont présenté de nouvelles communications. Au nom des Amis de l'antidumping, le Brésil a présenté un nouveau document du groupe portant sur le renforcement et la mise en œuvre du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement en ce qui concerne l'antidumping (TN/RL/W/46, pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>). L'Australie a fait une communication sur le

traitement des renseignements confidentiels dans les enquêtes antidumping, en soulevant un certain nombre de questions à débattre dans le Groupe de négociation, notamment la nature des renseignements confidentiels. Le Canada a fait une présentation sur les améliorations à apporter à l'Accord antidumping, en se concentrant, entre autres, sur la transparence et l'équité dans les procédures (TN/RL/W/47). Quant aux Etats-Unis, ils ont fait une présentation sur le contournement des droits antidumping (TN/RL/W/50), en identifiant la question comme un point non réglé depuis le Cycle d'Uruguay de négociations commerciales. Un responsable américain a souligné que " le contournement est une préoccupation sérieuse pour les Membres parce qu'il sape l'efficacité des règles commerciales correctives. " Il a en outre spécifié que le contournement pouvait prendre diverses formes, telles que l'assemblage de pièces importées, pour éviter un droit antidumping ou de légères améliorations apportées à un produit pour éviter ce droit.

### **Les discussions sur les subventions se concentrent sur les pêcheries ; présentation vénézuélienne sur les subventions environnementales**

Dans les discussions sur les subventions, le groupe des " Amis des poissons " (Argentine, Chili, Islande, Nouvelle Zélande, Norvège et Pérou) a avancé des suggestions - reposant sur une proposition soumise au nom du groupe, fin 2002, par la Nouvelle Zélande - pour la mise en place d'une plate-forme de négociation sur les subventions aux pêcheries. Le groupe a mis en évidence cinq catégories de subventions aux pêcheries qui ont été développées dans d'autres organisations, et a déclaré que cette catégorisation devrait servir de point de départ pour la prochaine phase de travail, qui devrait faire partie de la série de négociations de Doha.

Le Japon, qui a un important programme de subventions aux pêcheries, s'est opposé à cette idée et a fait une présentation selon laquelle le travail futur devrait plutôt comporter un débat sur les questions environnementales - par exemple l'épuisement des stocks de poissons - au Comité du commerce et de l'environnement. La position du Japon est que les distorsions des échanges liées aux subventions aux pêcheries devraient être examinées conjointement avec d'autres questions de subventions au sein du Groupe de négociation, plutôt que séparément. L'Australie, les Etats-Unis et l'Equateur ont appuyé les points de vue du groupe des " Amis des poissons ", alors que la Corée du sud se rangeait du côté du Japon.

Les Etats-Unis ont fait valoir que la position du Japon ne cadrerait pas avec le mandat de Doha, et ont déclaré qu'un " engagement constructif " était nécessaire pour faire démarrer des pourparlers réels. L'UE a déclaré qu'elle ferait une nouvelle présentation reposant sur sa réforme des pêcheries convenue en décembre 2002. Selon de récentes études scientifiques, 50% des pêcheries marines sont pleinement exploitées, alors que 20% sont sur-exploitées. Le groupe des " Amis des poissons " estime que les stocks de poissons sont en baisse en raison de mauvaises subventions, alors que le Japon soutient que cette baisse est due à la mauvaise gestion des pêcheries. L'Islande a noté, durant la réunion, que si elle avait déployé des efforts majeurs pour gérer les stocks de poissons dans ses propres eaux, les résultats avaient été annihilés en raison des flottes usines d'autres pays qui sont en train de vider les eaux de l'Atlantique nord.

Toujours sur la question des subventions, le Venezuela a fait une



présentation (TN/RL/W/41) sur le renforcement de l'article 8 de l'Accord sur les subventions, relatif aux subventions ne donnant pas lieu à une action. L'article 8 prévoit spécifiquement que les Membres peuvent, dans certaines conditions, appliquer une série de subventions pour aider à promouvoir l'adaptation d'installations existantes à de nouvelles prescriptions environnementales imposées par la législation et la réglementation, l'assistance à des régions défavorisées, l'assistance à des activités de recherche menées par des entreprises ou par des établissements d'enseignement supérieur ou de recherche. Le processus de réexamen de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, comme prévu dans l'article 31, a été mené en 1999, sans qu'aucune décision n'ait été prise sur le maintien ou l'amendement de l'article 28 et d'autres dispositions de l'Accord.

### Accords commerciaux régionaux

Pour sa première réunion de 2003, le Groupe de négociation sur les règles a commencé à s'investir dans les délibérations sur les accords commerciaux régionaux, actuellement bloquées au niveau du Comité des accords commerciaux régionaux. Les délégués se sont concentrés sur le point de savoir à quel moment et où procéder à la notification des accords commerciaux régionaux dans le contexte de l'OMC, et quels renseignements devaient être notifiés. Des sources indiquent que les Membres appuient l'idée que les parties fassent la notification des grandes lignes d'un accord commercial régional au moment de sa signature et qu'elles soumettent les accords dans leur totalité au moment de leur entrée en vigueur. Concernant le lieu de la notification, il y a eu un appui au recours au Comité des accords commerciaux régionaux comme seul lieu de notification. Toutefois, de nombreux pays en développement ont préféré une procédure existante qui permet aux pays en développement Membres de soumettre des notifications au Comité du commerce et du développement.

### L'OMC procède à une évaluation du Cadre Intégré et de son programme de travail en faveur des PMA

Quarante-neuf pays sont classés par les Nations Unies dans la catégorie des PMA. Trente d'entre eux sont Membres de l'OMC. Neuf autres sont en cours d'accession. Et trois ont le statut d'observateur à l'OMC. Ensemble, les PMA représentent plus de 20 pour cent des Membres actuels de l'OMC.

Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA (WT/COMTD/LDC/11) a été adopté par les Membres en février 2002.

En outre, en date du 12 décembre 2002, le Conseil Général a présenté un rapport intérimaire sur le Programme de travail de l'OMC et la mise en œuvre du Cadre Intégré (WT/GC/W/485/Rev.1). Ce rapport est perçu par la plupart des négociateurs des pays en développement comme ne rendant pas exactement compte des difficultés de mise en œuvre du Cadre Intégré.

### Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA

Le Programme de travail de l'OMC en faveur des PMA a été adopté par le Sous-Comité des pays les moins avancés le 12 février 2002. Pour l'OMC, Dans chacun des plans d'assistance technique pour 2002 et 2003, la priorité a été accordée aux PMA. En 2002, il était prévu d'organiser 70 activités nationales dans les PMA, dont 54

avaient été exécutées à la fin d'octobre 2002. Dans le Plan d'assistance technique pour 2003, le nombre d'activités nationales planifiées pour les PMA a été porté à 115. Le nombre d'activités nationales qu'il est prévu d'organiser dans les PMA représente 47 pour cent environ du nombre total d'activités nationales inscrites dans le Plan d'assistance technique pour 2003. Pour l'un des délégués africains ayant participé aux négociations, le problème doit être abordé d'un point de vue qualitatif plutôt que d'un point de vue quantitatif. Pour lui, les chiffres avancés par l'OMC cachent mal les insuffisances des plans d'assistance technique. Il estime que le Plan 2003 devrait rompre le principe d'annuité et intégrer une vision à plus long terme. Mais aussi et surtout, il devrait comporter une clause qui permettrait d'aider même à l'identification des besoins pour certains Etats très peu outillés. Cette implication poussée pourrait aussi se faire à travers la conception d'une offre générale présentée sous forme de menu exhaustif dans lequel chaque pays en développement identifierait ses besoins spécifiques.

Globalement, les Membres se sont félicités des initiatives qui avaient été prises par le Secrétariat de l'OMC pour améliorer la participation des PMA. Au nombre de ces initiatives figuraient l'augmentation du nombre de cours de politique commerciale offerts par l'OMC, des initiatives en faveur des pays n'ayant pas de représentation à Genève, telles que la Semaine de Genève qui était maintenant financée sur le budget ordinaire de l'OMC, le soutien à la technologie de l'information grâce à l'établissement de Centres de référence de l'OMC, les études diagnostiques sur l'intégration du commerce du Programme pilote pour le Cadre intégré, et l'accroissement de la participation des PMA aux organismes internationaux de normalisation. Des initiatives avaient aussi été prises pour augmenter le nombre d'examen des politiques commerciales des PMA, et pour relier la coopération technique de l'OMC avec ses examens des politiques commerciales. De même, le Secrétariat de l'OMC continue d'assurer le secrétariat des réunions informelles du Groupe consultatif des PMA.

### Le Cadre Intégré et sa mise en œuvre

Le Cadre Intégré lancé en octobre 1997 n'a pas connu les succès escomptés au cours de ses trois premières années d'activités. C'est ainsi qu'il a fait l'objet en 2000 d'un réexamen effectué par une équipe de consultants indépendants. La mise en œuvre de ce nouveau Cadre Intégré a débuté à titre de projet pilote en mai 2001 au Cambodge, à Madagascar et en Mauritanie. Les études diagnostiques de l'intégration du commerce réalisées pour les trois pays ont été achevées, des ateliers nationaux sur le Cadre intégré ont été organisés en Mauritanie et au Cambodge, et des réunions du Groupe consultatif se sont tenues en décembre 2001 et en juin 2002, respectivement. La prise en compte des conclusions de ces études, ainsi que le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce sont en cours dans les deux pays.

De l'avis de l'une de nos sources qui suivent de près l'évolution du Cadre Intégré, cette évaluation officielle n'a rien à voir avec l'état d'avancement de l'exécution du projet. Un problème réel de suivi se pose, et les intentions restent en déphasage avec la réalité. La Mauritanie par exemple fait partie des pays pilotes. Elle a mené son plan jusqu'à la phase avancée des études diagnostiques, mais les financements prévus pour les projets identifiés dans le cadre du programme lui font encore défaut. Le problème vient de ce que les pays développés qui doivent assurer le financement considèrent

(suite à la page 10)

leur participation comme facultative au point qu'il n'existe aujourd'hui aucune garantie que la phase post-études diagnostique soit réalisée. Il faudrait préciser que le Cadre Intégré est une initiative conjointe de six organisations. D'aucuns considèrent que la Banque Mondiale qui commissionne les études diagnostiques joue le rôle prépondérant, ce qui pourrait absoudre partiellement l'OMC dans la difficile mise en œuvre du Programme.

En octobre 2001, le Comité directeur du Cadre intégré a décidé de l'étendre à onze autres PMA - le Burundi, Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, la Guinée, le Lesotho, le Malawi, le Mali, le Népal, le Sénégal et le Yémen. À ce jour, des études diagnostiques sur l'intégration du commerce ont été achevées au Lesotho, au Sénégal et au Yémen, où il est prévu d'organiser des ateliers nationaux sur le Cadre intégré. La préparation des études diagnostiques est actuellement rendue à diverses étapes au Burundi, à Djibouti, en Éthiopie, en Érythrée, en Guinée, au Malawi, au Mali et au Népal. On s'attend que les études réalisées dans ces pays soient achevées au premier trimestre de 2003. Par la suite, les conclusions des études diagnostiques sur l'intégration du commerce seront examinées aux ateliers nationaux. Dans ces pays, subsistent les mêmes interrogations quant à la volonté des pays industrialisés de financer les projets identifiés.

### Résultats mitigés

Malgré les réalisations accomplies, le suivi des études diagnostiques sur l'intégration du commerce continue de représenter le principal défi de la mise en œuvre du Cadre intégré. Le suivi requiert de solides engagements politiques et financiers de la part des gouvernements des pays bénéficiaires et des partenaires de développement. Il requiert aussi de plus grands efforts de coordination de la part de toutes les parties.

Les résultats du suivi sont globalement mitigés. D'une part, un seul pays bénéficiaire du Cadre intégré a été en mesure de mobiliser le soutien de quelque 20 donateurs bilatéraux et multilatéraux pour plus de 60 activités de suivi. D'autre part, dans un autre PMA bénéficiaire, les résultats ont été modestes/mitigés. De façon générale, le suivi exige que des mesures soient prises à deux niveaux: d'abord le gouvernement du pays bénéficiaire doit incorporer les conclusions de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce, et en particulier celles concernant la réforme politique et y donner suite; ensuite les partenaires de développement doivent tenir compte de leurs réponses aux besoins d'assistance technique liée au commerce et les inclure, selon qu'il est approprié, dans leurs cadres d'assistance existants ou à venir.

### Réexamen du traitement spécial et différencié : l'échec du Conseil général met à nu les divergences dans la perception du mandat de Doha

Le 10 février dernier, le Conseil général a encore raté l'occasion d'adopter un rapport sur le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, dépassant ainsi un troisième date limite pour le renforcement des dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

Cette réunion du Conseil général fait suite à une série de consultations menées entre janvier et février, dans l'espoir de parvenir à un rapport avec des "recommandations claires en vue d'une décision",

devant être soumis au Conseil général lors de sa séance du 10 février.

La session spéciale du Comité du commerce et du développement s'est réunie les 17, 24 et 29 janvier, puis les 3 et 7 février. Au cours de la séance du 7 février, les discussions ont porté sur un nouveau projet de rapport du président Ransford Smith (Jamaïque), sur lequel les Membres espéraient s'appuyer pour convenir d'un rapport définitif à soumettre au Conseil général. En dépit de certaines divergences, les membres semblaient plutôt disposés à aller de l'avant sur une proposition des pays en développement visant à demander au Conseil général d'apporter des "clarifications" au mandat relatif au traitement spécial et différencié donné par les ministres lors de la Quatrième Conférence ministérielle de Doha.

Dans le même sillage, les Membres ont adopté le 10 février, juste avant la réunion du Conseil général, un rapport (classé sous la côte TN/CTD/7, disponible à <http://docsonline.wto.org>), dans lequel ils recommandent au Conseil général de fournir "des clarifications comme il le juge approprié" sur le mandat du traitement spécial et différencié.

Le Conseil général n'a cependant ni adopté le rapport ni accédé à la demande de "clarification" du fait de l'opposition d'un certain nombre de pays.

### Quel avenir pour les négociations sur le traitement spécial et différencié ?

Aussi bien les Membres de l'OMC que les observateurs dans les milieux du commerce reconnaissent que, du fait de la complexité de la question du traitement spécial et différencié, son réexamen, conformément au mandat de Doha, ne serait pas chose aisée. Mais si ce troisième échec semble confirmer ces allégations, il jette aussi une ombre sur l'avenir des pourparlers sur cette question, les membres n'étant pas parvenus, après le Conseil général du 10-11 février, à dégager une ligne claire pour le futur.

Des sources ont indiqué que lorsqu'il a définitivement constaté l'absence d'un consensus, le président du Conseil général, Sergio Marchi (Canada) a tenté de "prendre note" du rapport plutôt que de l'adopter, mais que ceci a suscité l'opposition de certains Membres. Cette tentative arbitraire de "prendre note" du rapport, au lieu de "l'adopter" aurait été source de préoccupations, de même que les implications à plus long terme de la non-adoption par le Conseil général de quelque chose déjà convenu par consensus dans un organe subsidiaire.

Ayant constaté l'échec à trouver un consensus, l'ambassadeur Marchi aurait proposé de renvoyer la question à la prochaine réunion du Conseil général (ceci ayant également suscité des oppositions) -sous l'autorité du nouveau président Carlos Pérez Del Castillo (Uruguay).

Un responsable du commerce a indiqué que l'ambassadeur Marchi avait décidé de "prendre note du débat", toutefois, ni les Membres ni les responsables du Secrétariat n'ont pu confirmer exactement où en était cette question. Nombre de personnes attendent maintenant le procès-verbal de la réunion, pour voir exactement quel langage a été enregistré pour les travaux.

Ce procès-verbal, a laissé entendre une source des milieux du com-

merce, de même que les discussions avec l'ambassadeur Marchi, constituaient la base à partir de laquelle le nouveau président du Conseil général Carlos Pérez Del Castillo travaillera avec le président de session spéciale du Comité du commerce et du développement, Ransford Smith (Jamaïque) pour avancer sur cette question. Avec les échecs répétés au niveau du Comité du commerce et du développement, le traitement spécial et différencié est désormais porté au niveau le plus élevé de la structure de prise de décision de l'OMC.

### **Une interprétation divergente du mandat considérée comme une des sources de blocage**

Certains pays Membres (Union européenne, Etats-Unis, Australie...) qui se sont opposés à l'adoption du rapport se sont fondés sur, entre autres arguments, celui selon lequel une demande de " clarification " du mandat du traitement spécial et différencié faite par le Comité du commerce et du développement créerait un précédent fâcheux pour l'avenir.

D'autres Membres, notamment les pays en développement, insistent pourtant sur fait qu'une " clarification " est nécessaire dans la mesure où ces divergences, notés depuis la première séance de négociation, sont en partie dues à l'absence de perception commune du mandat conféré.

Un délégué d'un pays en développement a mis l'accent sur la nécessité de savoir comment les Membres pouvaient " renforcer " les dispositions relatives au traitement spécial et différencié (comme demandé par la Déclaration ministérielle de Doha) sans remanier le langage des accords - ce que les pays développés Membres ont refusé d'envisager, en soutenant que ceci modifierait " l'équilibre des droits et des obligations.

C'est précisément pour cette raison, a poursuivi le délégué, que les 12 propositions déjà sur la table pour des résultats rapides étaient perçues comme totalement inadéquates - à son avis, elles se contentaient de réaffirmer les obligations déjà présentes dans les accords.

Le délégué s'est dit convaincu que la réticence des pays développés à adopter le rapport était une preuve de l'absence de volonté politique à tenir une des promesses faites à Doha. Il a conclu en mettant en garde contre le fait que le traitement spécial et différencié pouvait être utilisé à Cancun comme moyen d'arriver à des compromis pour des engagements dans des domaines litigieux tels que l'investissement, la concurrence, l'environnement et/ou les droits de douane.

La conférence ministérielle de Doha avait donné instruction aux membres de l'OMC, à travers le paragraphe 44 de la Déclaration ministérielle de Doha et le paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, de procéder au réexamen des dispositions relatives au traitement spécial et différencié de manière à les renforcer et à les rendre plus précises, plus effectives et plus opérationnelles.

Dans le paragraphe 12.1(i) de la décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, des instructions sont données au comité du commerce et du développement " d'identifier les dispositions relatives au traitement spécial et différencié qui sont déjà de nature impérative et celles qui sont de caractère non

contraignant, d'examiner les conséquences juridiques et pratiques, pour les Membres développés et en développement, de la conversion des mesures relatives au traitement spécial et différencié en dispositions impératives, d'identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives, et de faire rapport au Conseil général en formulant des recommandations claires en vue d'une décision d'ici à juillet 2002 ";

Pour l'heure, le CCD n'a prévu aucune autre session spéciale, même si des réunions informelles sur le traitement spécial et différencié auront certainement lieu.

**Services: Les Membres de l'OMC parviennent à un accord sur les modalités relatives au traitement de la libéralisation autonome.**

A la suite d'une longue série de consultations formelles et informelles, les Membres de l'OMC sont enfin tombés d'accord, lors de la session extraordinaire du Conseil du commerce des services tenue le 6 mars dernier, sur des modalités relatives au traitement des mesures de libéralisation autonome. Cette réunion s'est appuyée sur les progrès réalisés pendant la session spéciale du 13 janvier, fondés sur de nouvelles propositions du président de la session spéciale, qui sont destinées à trouver des solutions à plusieurs questions préalablement soulevées par un groupe de 24 pays en développement, particulièrement celles relatives au traitement des pays en développement Membres.

### **Background**

La question de la portée des modalités et des " crédits " pour une libéralisation autonome a souvent constitué un point d'achoppement entre les membres. C'est en novembre dernier, qu'un projet de texte révisé du président (JOB(02)/35/Rev.2) est venu, après une année et demi de blocage dans les discussions sur la libéralisation autonome, baliser de nouvelles pistes pour faire avancer les négociations. Quatre principales questions opposaient les Membres : Membres ayant récemment accédé; " crédits " pour les pays développés; concessions sur le commerce des marchandises; et engagements contraignants en matière de libéralisation autonome

Une des questions majeures à laquelle le texte du président tentait d'apporter une réponse est celle de savoir si tous les Membres ou seulement les pays en développement devaient être habilités à bénéficier de "crédits" pour la libéralisation autonome. Le texte prévoyait également certaines formes de flexibilités en faveur de certains pays en développement membres.

Beaucoup de pays Membres avaient cependant rejeté le texte du président. Des pays comme l'Inde, le Brésil, le Pakistan, l'Egypte, l'Indonésie et la Thaïlande ont argué que la formulation du texte renferme la notion de "graduation" (c'est-à-dire de traitement différencié) entre pays en développement mêmes - une idée récemment promue par des Membres tels que l'UE, les Etats-Unis dans le cadre général de la série de négociations de Doha. Les grands pays en développement s'étaient quant à eux, plutôt dits en faveur du " niveau de développement plus faible des pays en développement " dans l'ensemble, et pas seulement de pays en développement individuels " Membres.

(suite à la page 14)



## Règlement des différends

### Quelques avancées sur les négociations, les clarifications et les modifications à apporter au Mémorandum d'Accord sur le règlement des différends de l'OMC

En partant de l'idée acquise que l'objectif central du système de règlement des différends devrait être le règlement rapide des différends entre les parties, il en ressort la nécessité d'une évaluation cyclique du système pour le rendre plus conforme à l'attente des Membres.

Ces derniers apportent une contribution importante au processus de clarification et de modification en soumettant des propositions concrètes de réformes. Certaines aboutissent à des consensus et se transforment en des règles juridiques opérationnelles.. D'autres restent encore dans le circuit de négociation.

#### Des acquis sur la Participation des Tierces Parties aux audiences de l'Organe d'Appel

Par une communication datée du 17 décembre 2002 et adressée au Président de l'Organe de règlement des différends (WT/AB/WP/5), distribuée conformément à l'article 17:9 du MA, le Président de l'Organe d'Appel annonce la décision d'adopter au début de l'année prochaine les modifications proposées des Procédures de travail ci-après énoncées, pour qu'elles prennent effet le 15 février 2003.

Entre temps, on continuera d'appliquer à titre provisoire les règles telles qu'elles ont été modifiées en septembre 2002. L'objectif général de cette révision est de corriger cette rigidité non intentionnelle que l'expérience du fonctionnement de l'Organe d'Appel des six dernières années a fait apparaître et favoriser la participation des Tierces Parties aux audiences de l'Organe d'Appel.

#### Définition de l'expression Tierces Parties

L'Organe d'Appel estime qu'il est souhaitable d'élargir la définition de l'expression " participant tiers " pour tenir compte des tierces parties ayant notifié leur intention de participer à l'audience. Les Membres ont fait observer que la nouvelle définition de "participants tiers" n'incluait pas les tierces parties qui n'avaient ni déposé une communication écrite, ni présenté de notification, mais qui assistaient et/ou participaient à l'audience.

L'Organe d'Appel note que ces observations concernent à la fois l'incidence des modifications récentes et les lacunes relevées dans les règles existantes et qui sont sans lien avec les modifications récentes. Nonobstant le souhait de limiter au minimum les modifications des Procédures de travail à ce stade, l'Organe d'appel propose de prendre en compte les observations des Membres au moyen de modifications additionnelles consacrant l'extension de la définition de l'expression "participant tiers".

#### Modification des mécanismes de comparution et de participation aux audiences de l'Organe d'Appel

Il existe une pluralité de situations complexes liées à la participation des Membres aux audiences de l'Organe d'appel. Celles

qui ont pu faire l'objet de clarifications et de modifications s'articulent autour de la situation des Membres qui ne souhaitent pas déposer de communication écrites et/ou participer à l'audience.

L'Organe d'Appel vise à faire en sorte que ces Membres notifient à l'avance leur intention d'assister ou de participer pour permettre aux parties aux différends de mieux préparer l'audience. Mais l'Organe d'Appel précise que cette notification ne saurait être lue comme une obligation ; de la même manière qu'un Membre qui n'a fait aucune notification mais qui décide par la suite qu'il souhaiterait comparaître et/ou faire une déclaration à l'audience peut demander à le faire.

En conséquence, et dans le droit fil de la nouvelle définition de l'expression " participant tiers " et des modifications sus-indiquées, l'Organe d'Appel introduit une modification supplémentaire de façon à confirmer que, le droit de comparaître à l'audience et d'y participer sera automatique pour les tierces parties qui auront déposé une communication écrite, ou qui auront présenté une notification; et que ce droit de comparaître à l'audience et d'y participer sera subordonné à la faculté discrétionnaire de la section qui connaît de l'appel.

#### Des critiques sur le rôle et la compétence des Groupes Spéciaux et de l'Organe d'Appel

Ces critiques découlent des observations du fonctionnement du système de règlement des différends faites conjointement par les USA et le Chili (TN/DS/W/28). Dans leur communication, ils insistent sur, à la fois l'importance de faire en sorte que les procédures de règlement des différends facilitent le règlement d'un différend et, dans le cadre de cette approche, sur la nécessité d'avoir une certaine souplesse dans le système afin de permettre aux parties de régler le différend de façon rapide.

Les deux Membres estiment que si le système de règlement des différends de l'OMC est à peu près sans équivalent en ce sens que l'adoption des rapports des groupes spéciaux et de l'Organe d'Appel est quasi automatique, conformément à la règle du consensus inverse, il présente un écueil important en ce sens que les raisonnements et les constatations figurant dans les rapports peuvent parfois aller au delà de ce que les parties estiment nécessaires pour régler le différend ou, dans certaines circonstances, peuvent même aller à l'encontre du règlement du différend.

Les griefs des deux Membres résultent des positions antérieurs des organes juridictionnels de l'OMC dans les deux situations ci-après décrites : d'abord, les situations dans lesquelles le texte pertinent de l'OMC ne traite pas une question, d'où des préoccupations quant au point de savoir si un organe juridictionnel pouvait "combler les lacunes" et, en conséquence, accroître ou diminuer les droits et obligations énoncés dans l'accord pertinent au lieu de clarifier ces droits et obligations.

Ensuite, les situations dans lesquelles des notions juridiques n'apparaissant pas dans les textes de l'OMC ont été appliquées dans une procédure de règlement des différends à l'OMC, y compris celles qui ont été invoquées en tant que principes de droit inter-

## Règlement des différends

national, autres que les règles coutumières d'interprétation du droit international (par exemple responsabilité des États, le principe de proportionnalité). En conséquence, ils préconisent que le Mémorandum d'Accord actuel soit examiné pour voir s'il offre une garantie suffisante que les membres des groupes spéciaux ont les connaissances spécialisées appropriées pour bien comprendre les questions présentées. De cette façon, les Membres peuvent aussi accroître leur capacité de régler les différends à tout moment pendant le processus.

### Les propositions du Groupe Africain se précisent sur certains points

Lors de sa session extraordinaire du 24 janvier 2003, l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC a rendu publique une proposition du Groupe Africain présentée par la Mission permanente du Kenya (TN/DS/W/42).

Les négociations sur le réexamen du Mémorandum d'Accord doivent aboutir à un système qui facilite et encourage clairement la participation complète des pays africains au système de règlement des différends.

Pour ce faire, il devrait être tenu compte de leurs spécificités et de bien d'autres préoccupations pour leur garantir l'attractivité du système. La proposition du Groupe africain apporte des modifications concrètes à travers des projets d'articles déjà rédigés. Il dépasse le cadre théorique des bonnes intentions.

### Réparation du dommage né du retrait des mesures avant ou pendant les consultations

Le Groupe Africain part du constat qu'il existe une certaine injustice dans la procédure de retrait de mesures litigieuses pendant ou avant les consultations. En effet, le retrait d'une mesure en ce moment de la procédure vide le contentieux de son objet en rétablissant le statut quo ante. Or, pour les pays en développement qui ont pu subir un préjudice des mesures retirées, le dommage existe déjà.

Dès lors, le groupe africain préconise la révision de l'article 3 :6 du MA dans le sens de la prise en compte du dommage causé aux pays en développement. Pour ce faire, la mesure retirée devra obligatoirement être notifiée à l'ORD avec l'exposé des motifs et des circonstances du retrait.

L'objectif est de procéder à un établissement des faits qui permettrait à l'ORD, si le pays en développement ou le PMA lésé le demande, de pouvoir recommander l'octroi d'une compensation monétaire et de tout autre compensation appropriée compte tenu de la nature du dommage subi.

### Renforcer les droits des Tierces Parties pour mieux garantir la participation des pays en développement et des PMA

L'un des problèmes majeurs du système de règlement des différends tient au fait que les PED et les PMA africains ont souvent

des difficultés à y recourir. Les procédures sont onéreuses et exigent de réelles capacités en terme d'expertise légale. Face à cette situation, certains pays en développement contournent la difficulté en ayant recours à la procédure de l'article 10 du Mémorandum d'Accord relatif à la participation des tierces parties à un contentieux.

Cet article dispose en son paragraphe 1 que " les intérêts des parties à un différend et ceux des autres Membres dans le cadre d'un accord visé invoqué dans le différend seront pleinement pris en compte dans la procédure des groupes spéciaux ".

Le paragraphe 2 élargit les droits accordés à la tierce partie en précisant que celle-ci " aura la possibilité de se faire entendre par le groupe spécial et de lui présenter des communications écrites".

L'avantage majeur de cette procédure est de conférer à un Membre la substance des droits liés au contentieux, tout en ne faisant pas de lui une partie litigante. Pour un pays à faible expertise technique et aux ressources financières limitées, la qualité de tierce partie permet de s'abriter derrière un Membre plus nanti, pour défendre un intérêt crucial partagé.

### Prise en compte spécifique des besoins de développement dans la procédure de règlement des différends

Le Groupe Africain estime qu'il faudrait amender l'article 7 du MA dans le sens de garantir expressément la façon dont il est tenu compte des besoins de développement.

Les Déclarations et Décisions ministérielles qui confèrent des droits spécifiques aux pays en développement, y compris la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, devraient avoir une valeur juridique et être traitées comme si elles étaient des "accords visés" au sens de l'Accord instituant l'Organisation Mondiale du Commerce.

Lorsqu'un pays en développement ou un pays moins avancé Membre est partie à un différend soumis conformément au présent Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux, en consultation, le cas échéant, avec les institutions de développement compétentes, examineront l'incidence sur le développement des questions soulevées dans le différend et formuleront des constatations spécifiques à ce sujet, et ils examineront en particulier les effets défavorables que les constatations pourraient avoir sur le bien être social et économique du pays en développement ou du pays moins avancé Membre.

Enfin, le Groupe Africain demande la mise en place d'un fonds de l'OMC pour le règlement des différends par l'adjonction d'un article 28 au MA. Ce fonds aurait pour objectif de faciliter l'utilisation effective du présent Mémorandum d'accord par les pays en développement et les pays les moins avancés Membres dans le cadre du règlement des différends relevant des accords visés.

Ce fonds serait financé sur le budget ordinaire de l'OMC et éventuellement par des fonds extrabudgétaires, qui pourront venir, entre autres, des contributions volontaires des Membres.

*Services ... (suite de la page 11)*

### **La question du traitement spécial pour les PMA**

La position des PMA, défendue par la Zambie, dans une proposition informelle (JOB(02)/205) s'était résumé en ceci : qu'il ne leur soit pas demandé de supprimer les conditions liées aux nouveaux engagements en matière d'accès aux marchés; de prendre des "engagements additionnels" aux termes de l'article XVIII de l'AGCS sur leur réglementation intérieure; qu'on leur accorde un plein accès aux marchés et un traitement national dans les secteurs présentant un intérêt pour eux, spécialement dans le mode quatre (mouvement des personnes physiques); que les Membres facilitent l'accès pour les services des PMA à travers la coopération intergouvernementale et l'imposition de disciplines à "certaines pratiques d'affaires qui freinent la concurrence et donc restreignent la participation des PMA" au commerce des services; que les PMA ne soient pas tenus d'accorder des "crédits" pour la libéralisation autonome.

Mais si dans leurs commentaires préliminaires sur la proposition zambienne, des Membres tels que l'UE, les Etats-Unis et le Japon ont généralement réservé un accueil favorable au document qu'ils ont qualifié de contribution intéressante et utile reflétant l'intérêt que les PMA portent aux négociations, ils n'ont pas manqué de déclarer que plusieurs questions soulevées, particulièrement la fourniture d'assistance technique, iraient au-delà de la portée du mandat de négociation.

### **La "graduation" retirée des nouvelles propositions du président**

C'est à la réunion du 13 janvier que le président du CCS, l'Ambassadeur Jara du Chili, a publié les suggestions en vue de la révision du projet de modalités actuel (JOB 02/35/Rev.2) car plusieurs pays en développement - notamment le Brésil, l'Argentine, l'Inde, le Pakistan, l'Egypte, l'Indonésie et la Thaïlande - n'avaient pas été en mesure de se rallier à la proposition du président débattue lors de la réunion du CCS du 9 décembre dernier.

Ces pays n'ont pas pu accepter le texte car, selon eux, il n'accordait pas suffisamment de considération aux circonstances spéciales des pays en développement, dans l'ensemble, mais tenait compte de manière exagérée des préoccupations des nouveaux adhérents.

En réponse à ces réserves, le président Jara a présenté une nouvelle version des paragraphes 13 et 14 du projet de modalités, clarifiant le fait que les pays en développement en tant que tels bénéficient d'une considération spéciale, dans le processus d'octroi de "crédits", vis-à-vis des "pays en développement Membres à titre individuel", comme prévu dans le document initial sur les modalités.

### **Moins de considération pour les nouveaux pays adhérents**

Un autre sujet de discorde avait été la manière dont le président avait abordé la question des nouveaux adhérents dans le projet de déclaration annexé à sa proposition de modalités.

Faisant référence à la formulation favorable aux nouveaux adhérents figurant dans la Déclaration de Doha [en particulier son paragraphe 9 qui ["not[e] les engagements de vaste portée déjà pris par ces pays "], Jara a souligné qu'il était entendu que les Membres ne devraient adresser que des demandes de crédit plutôt modestes

aux "derniers adhérents", tout en accordant, dans le même temps, une "considération bienveillante" aux demandes soumises par ces derniers. Dans son projet de déclaration révisé, débattu le 13 janvier, ce second élément a toutefois été retiré, de même que d'autres formulations qualifiant les "crédits" de "question sensible et importante" pour les nouveaux adhérents.

Toutefois, particulièrement sur la question des nouveaux adhérents, des sources ont indiqué qu'il n'y avait toujours pas d'accord proche et que des consultations supplémentaires étaient nécessaires pour trouver une formulation qui trouve le juste milieu entre les préoccupations des nouveaux adhérents et celles des pays en développement Membres en tant que tels.

Abordant le processus global des "crédits", le président a en outre ajouté à son projet de déclaration un nouveau passage qui clarifie le fait que "en réalité, indépendamment du niveau de développement d'un Membre pris à titre individuel, les modalités en elles-mêmes ne créent aucune obligation juridique et n'établissent pas de droit automatique au crédit ou à la reconnaissance."

Au bout du compte, a déclaré le président "tout ce sur quoi les participants peuvent se mettre d'accord bilatéralement" prévaut. Néanmoins, la nouvelle proposition de projet de modalités elle-même prévoit actuellement que "l'application des modalités peut être promue de manière bilatérale, plurilatérale et multilatérale", tandis que le passage initial ne parlait que de "négociations bilatérales".

### **Modalités du traitement pour une libéralisation autonome**

Les modalités du traitement des mesures de libéralisation entreprise de façon autonome par un Membre depuis les négociations précédentes sont établies conformément à l'article XIX :3 de l'AGCS, au paragraphe 15 de la Déclaration ministérielle de Doha et au paragraphe 13 des lignes directrices et procédures pour les négociations sur le commerce des services.

Une mesure de libéralisation autonome est une mesure : a) à inscrire dans la liste des Membres conformément à la partie III de l'AGCS et/ou entraînant l'extinction d'une exemption de l'obligation NPF ; b) compatible avec le principe NPF ; c) entreprise par un membre qui procède à une libéralisation de manière unilatérale ; d) applicable à un secteur des services ou à l'ensemble des secteurs.

En terme de procédure, le Membre qui procède à une libéralisation portera la mesure de libéralisation autonome pour laquelle il cherche à obtenir un crédit à la connaissance de son partenaire commercial. Il reste cependant entendu que cette notification ne garantit aucun droit à un crédit, ni ne suppose, de la part du Membre qui procède à une libéralisation autonome, une quelconque obligation de consolider la mesure notifiée.

Pour le cas des pays en développement, les modalités sont utilisées comme moyens de promouvoir leur croissance, leur développement économique et leur participation croissante au commerce des services. C'est pourquoi, il est prévu que dans l'application des modalités pour une libéralisation autonome, les membres tiennent compte des flexibilités accordées aux différents pays en développement, ainsi que du niveau de développement des pays concernés par rapport aux autres Membres.



*Protection des connaissances traditionnelles... (suite de la page 6)*

ne se prête donc pas à la protection du secret de fabrique. L'indemnisation ne serait pas versée directement, mais à travers une société de collecte. Le régime de responsabilité compensatoire nécessiterait l'enregistrement du savoir-faire et ce faisant, fournirait une protection juridique à court terme durant laquelle toute exploitation par des seconds utilisateurs devraient faire l'objet d'indemnisation. Les taux des redevances seraient faibles et pourraient reposer sur des accords de type standard.

### Considérations stratégiques

Le fait de disposer d'un système national de protection des connaissances traditionnelles dans un monde où il existe peu de systèmes de ce type pose un problème dans la mesure où, quelle que soit son efficacité au niveau interne, il n'aurait pas d'effet extraterritorial. En conséquence, les détenteurs de droits sur des connaissances traditionnelles ne seraient pas en mesure de s'assurer une protection similaire à l'extérieur et les comportements spoliateurs dans d'autres pays se poursuivraient comme auparavant.

Il y a peut-être un moyen de résoudre ce problème. Si plusieurs pays concernés décidaient d'agir stratégiquement en groupe, certaines possibilités intéressantes pourraient se dégager. Les membres de ce groupe pourraient convenir de normes harmonisées puis appliquer le principe de réciprocité de sorte que la protection des connaissances traditionnelles ne serait élargie qu'aux nationaux d'autres pays membres. Bien sûr, ceci ne serait pas un club exclusif ; d'autres pays intéressés devraient être en mesure d'y adhérer, sous réserve de la promulgation de législations similaires.

Un Séminaire international sur les connaissances traditionnelles, organisé, en avril 2002, par le gouvernement indien, en coopération avec la CNUCED, a implicitement abordé cette question même. Lors du séminaire, auquel participaient des représentants du Brésil, du Cambodge, du Chili, de la Chine, de la Colombie, de Cuba, de l'Égypte, du Kenya, du Pérou, des Philippines, du Sri Lanka, de la Thaïlande, du Venezuela et de l'Inde, un communiqué a été diffusé, notant que bien que les systèmes sui generis nationaux prévoyaient " les moyens de protection et de développement des connaissances traditionnelles au sein des régimes nationaux ", ceux-ci étaient inadéquats pour protéger et préserver pleinement les connaissances traditionnelles.

Mais, comme les participants l'ont expliqué, la capacité des offices des brevets dans un régime national à prévenir le biopillage, ainsi qu'à mettre en place des mécanismes de consentement en connaissance de cause pour garantir la rétribution des détenteurs de connaissances traditionnelles, " n'entraîne pas ipso facto une action similaire sur la demande de brevet dans d'autres pays ". Un cadre international pour la protection des connaissances traditionnelles serait donc nécessaire.

Les éléments suivants pour un cadre de reconnaissance internationale des divers systèmes sui generis, des lois coutumières et autres pour la protection des connaissances traditionnelles ont été proposés :

" La protection locale des droits des détenteurs de connaissances traditionnelles à travers les régimes sui generis de niveau national, notamment les lois coutumières et autres, ainsi que leur mise en application effective à travers, entre autres, un renforcement mu-

tuel positif des systèmes de protection des connaissances traditionnelles ;

" La protection des connaissances traditionnelles à travers des registres des bases de données sur les connaissances traditionnelles, afin d'en éviter l'appropriation illicite ;

" Une procédure par laquelle l'utilisation des connaissances traditionnelles d'un pays n'est autorisée, particulièrement pour la recherche de la protection ou de la commercialisation d'un DPI, qu'après la délivrance, par une autorité nationale compétente du pays d'origine, d'une attestation spécifiant que la source d'origine est divulguée et que le consentement préalable en connaissance de cause, y compris l'acceptation des conditions de partage des avantages, est obtenu ; et

" Un instrument convenu au niveau international qui reconnaît une telle protection au niveau national.

Ceci semble une bonne orientation pour avancer car le cadre proposé non seulement empêcherait l'utilisation illicite, mais aussi garantirait que les mécanismes et les lois en matière de partage des avantages au niveau national sont respectés à l'échelle mondiale. Les pays intéressés ne devraient pas attendre que les solutions viennent de Genève, mais devraient plutôt également collaborer entre eux.

L'harmonisation des normes nationales de protection des connaissances traditionnelles ne peut se faire que jusqu'à un certain point. Toute nouvelle norme internationale devra être suffisamment flexible pour tenir compte de la diversité des lois et pratiques coutumières relatives à l'accès aux connaissances traditionnelles et à l'utilisation de ces connaissances. Autrement, elles seront vouées à l'échec. Une collaboration étroite avec les détenteurs de connaissances traditionnelles et leurs communautés est essentielle dans l'élaboration du système sui generis. On ne peut trop mettre l'accent sur ce point.

Mais même ceci peut ne pas suffire. Les groupes et les personnes qui détiennent le contrôle de l'accès à leurs terres et à leurs communautés ont une meilleure chance d'empêcher l'appropriation illicite de leurs connaissances et de négocier des arrangements favorables en matière de bioprospection.

Mais les groupes autochtones, ainsi que les détenteurs de connaissances traditionnelles autochtones sont souvent accablés par l'extrême pauvreté, la maladie, le chômage, le manque d'accès à la terre et aux ressources essentielles, et les violations des droits humains. En l'absence de mesures visant à protéger les besoins et les droits fondamentaux des groupes confrontés à de tels problèmes, l'élaboration de systèmes destinés à protéger leurs connaissances, bien qu'importante, peut détourner de tâches beaucoup plus nécessaires.

<sup>1</sup>Voir Carvalho, N. P. (1999), *From the Shaman's Hut to the Patent Office : How long and winding is the road ? Review of the Brazilian Association of Intellectual Property Vols. 40/31.*

<sup>2</sup>Voir Drahos, P. (2000), *Indigenous Knowledge, Intellectual Property and Biopiracy : Is a global bio-collecting society the answer ? European Intellectual Property Review n° 6.*

<sup>3</sup>Voir Reichman, J. H. (2002), *A Compensatory Liability Regime for Applications of Traditional Knowledge. Présenté au Symposium Cardozo sur Legal Protection and Traditional Knowledge - Protection juridique et connaissances traditionnelles - New York, 23-24 février.*

*La protection de la propriété intellectuelle ... (suite de la page 4)*

L'Accord ADPIC a introduit dans le texte africain plusieurs éléments dont l'annexe I qui traite de la question des brevets sur les médicaments et qui pose de sérieux problèmes en matière d'accès aux génériques en limitant les possibilités des pays concernés d'accéder aux médicaments génériques.

De même, en rendant obligatoire la protection des variétés végétales par des brevets ou un système sui generis efficace ou par une combinaison des deux moyens, l'article 27-3b de l'accord ADPIC constitue une menace pour les ressources biologiques qui sont une richesse fondamentale pour l'Afrique et son agriculture (l'annexe X de Bangui 1999 est consacrée à la protection des obtentions végétales, mais n'est pas encore en vigueur).

Ce sont ces deux séries de problèmes que le droit de propriété intellectuelle issu de l'accord de Bangui 1999 contribue à aggraver.

**- Bangui 1999 et l'accès aux médicaments.** Dans le monde d'aujourd'hui, plus d'une personne sur trois n'a pas accès aux médicaments essentiels. Beaucoup de pays du sud hésitent à appliquer les possibilités juridiques offertes par l'Accord ADPIC en vue d'un accès amélioré aux médicaments. En effet, les pays du nord et les grands groupes pharmaceutiques sont prêts à traîner devant la justice les contrevenants à l'accord ADPIC. (Ex. de l'Afrique du Sud contre les Laboratoires pharmaceutiques et du Brésil contre les Etats-Unis). Malgré tout, Bangui 1999 est venu renforcer les possibilités juridiques des pays industrialisés de limiter les droits des pays africains. Les deux principales marges de manœuvre autorisées dans le cadre de l'Accord ADPIC de l'OMC (les licences obligatoires et les importations parallèles) qui permettent de faire jouer la concurrence, et donc de bénéficier de prix de médicaments plus bas, sont pratiquement exclues par l'annexe I de Bangui 1999 consacré aux Brevets d'invention.

- En effet, selon l'annexe I, les licences obligatoires, dénommées aussi licence d'office (qui confèrent la possibilité, sous certaines conditions, de ne pas reconnaître un brevet), ne peuvent être attribuées qu'à des opérateurs produisant le médicament au sein de la région OAPI.

Article 56 de cet annexe : 1° Lorsque certains brevets d'invention présentent un intérêt vital pour l'économie du pays, la santé publique ou la défense nationale ou que l'absence ou l'insuffisance de leur exploitation compromet gravement la satisfaction des besoins du pays, ils peuvent être soumis par acte administratif du Ministre compétent de l'Etat membre en cause au régime de la licence non volontaire. Ledit acte détermine l'Administration ou l'Organisme bénéficiaire, les conditions de durée et le champ d'application de la licence non volontaire ainsi que le montant des redevances.

2- A défaut d'accord amiable entre le titulaire du brevet et l'Administration intéressée sur les conditions précitées, celles-ci sont fixées par le tribunal civil.

3- Les licences d'office seront sujettes aux mêmes conditions que les licences non volontaires accordées en vertu de l'article 46.

4- a) : Si la licence non volontaire est accordée, la décision du tribunal civil fixe le champ d'application de la licence, en précisant notamment les actes visés à l'article premier, paragraphe 2) de la présente Annexe, auxquels elle s'étend et la période pour laquelle elle est accordée, étant entendu qu'une licence non volon-

taire accordée en vertu des dispositions des articles 46 ou 47 précédents ne peut s'étendre à l'acte d'importer ;

b) le montant de la compensation due par le bénéficiaire de la licence au titulaire du brevet, en l'absence d'accord entre les parties, cette compensation devant, toutes les circonstances de l'espèce dûment prises en considération, être équitable. Le montant pourra faire l'objet d'une révision judiciaire.

5- La décision du tribunal civil est écrite et motivée. Le tribunal civil communique la décision à l'Organisation qui l'enregistre. Le tribunal civil publie cette décision et la notifie au requérant et au titulaire du brevet. L'Organisation notifie cette décision à tout bénéficiaire d'une licence dont le nom figure au registre spécial des brevets.

Il résulte de la combinaison de ces deux textes une interdiction du recours aux licences obligatoires pour importer un médicament produit hors de la zone OAPI. Avec cette limitation, les pays s'imposent une restriction qui n'est pas prévue par les accords de l'OMC. Sachant que la capacité industrielle est limitée dans la plupart des pays concernés, ceux-ci sont, dans les faits, privés du recours à des médicaments génériques.

Par ailleurs, contrairement au texte de Bangui 77, l'Annexe I de Bangui 99 prévoit que l'exploitation de l'invention brevetée peut désormais être satisfaite par l'importation

Article 7 de l'Annexe (Droits conférés par le brevet) : 1° Sous les conditions et dans les limites fixées par la présente Annexe, le brevet confère à son titulaire le droit exclusif d'exploiter l'invention brevetée.

2- Sous les conditions et dans les limites fixées par la présente Annexe, le titulaire du brevet a le droit d'interdire à toute personne l'exploitation de l'invention brevetée.

3- Aux fins de la présente Annexe, on entend par " exploitation " d'une invention brevetée l'un quelconque des actes suivants :

a) Lorsque le brevet a été délivré pour un produit :

i) fabriquer, importer, offrir en vente, vendre et utiliser le produit ;  
ii) détenir ce produit aux fins de l'offrir en vente, de le vendre ou de l'utiliser ;

b) Lorsque le brevet a été délivré pour un procédé : i) employer le procédé ; ii) accomplir les actes mentionnées au sous alinéa a) à l'égard d'un produit résultant directement de l'emploi du procédé.

4- Le titulaire a aussi le droit de céder, ou de transmettre par voie successorale le brevet et de conclure directement des contrats de licence.

5- En sus de tous autres droits, recours ou actions dont il dispose, le titulaire du brevet a le droit d'engager une procédure judiciaire devant le tribunal du lieu de la contrefaçon contre toute personne qui commet une contrefaçon du brevet accomplissant sans son consentement, l'un des actes mentionnés à l'alinéa 3) ou qui accomplit des actes qui rendent vraisemblable qu'une contrefaçon sera commise.

Avant Bangui 99, l'absence de production locale d'une spécialité

pouvait constituer un motif permettant au pays d'octroyer une licence obligatoire. Les Accords de Bangui 77 précisaient en effet que, si dans les 5 ans suivant la délivrance du brevet, le titulaire n'avait pas exploité, ou fait exploiter localement son invention, sans excuses légitimes, " aucune action en contrefaçon " ne sera recevable devant un tribunal. Ce n'est plus le cas dans l'Annexe I de Bangui 99.

Article 46 de l'Annexe (Licence non volontaire pour défaut d'exploitation) : 1° Sur requête de quiconque, présentée après expiration d'un délai de quatre ans à compter de la date du dépôt de la demande de brevet ou de trois ans à compter de la date de la délivrance du brevet, le délai qui expire le plus tard devant être appliqué, une licence non volontaire peut être accordée si l'une ou plusieurs des conditions suivantes sont remplies :

a) l'invention brevetée n'est pas exploitée sur le territoire de l'un des Etats membres, au moment où la requête est présentée ; ou

b) l'exploitation, sur le territoire susvisé, de l'invention brevetée ne satisfait pas à des conditions raisonnables de la demande du produit protégé :

c) en raison du refus du titulaire du brevet d'accorder des licences à des conditions et modalités commerciales raisonnables, l'établissement ou le développement d'activités industrielles ou commerciales, sur le territoire susvisé, subissent injustement et substantiellement un préjudice.

2- Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) précédent, une licence non volontaire ne peut être accordée si le titulaire du brevet justifie d'excuses légitimes du défaut d'exploitation.

Or, les 11 pays les moins avancés membres de l'OAPI devraient pouvoir bénéficier de cette disposition jusqu'en 2016. En effet, d'après la déclaration de DOHA, les pays les moins avancés ne sont pas tenus de se mettre en conformité avec les accords de l'OMC avant 2016. Cette dérogation est ainsi anéantie par Bangui 1999.

- Les importations parallèles (possibilités d'aller acheter un médicament breveté dans le pays où il est le moins cher), quant à elles, sont limitées à la région OAPI. Ainsi, les pays ne peuvent y avoir recours pour importer des produits vendus moins chers dans des pays ne faisant pas partie de l'OAPI. Cela résulte clairement de la combinaison des articles 7-3) et 8-1).

Article 7-3 a) de l'Annexe : Aux fins de la présente Annexe, on entend par " exploitation " d'une invention brevetée l'un quelconque des actes suivants :

Lorsque le brevet a été délivré pour un produit : iii) fabriquer, importer, offrir en vente, vendre et utiliser le produit; iv) détenir ce produit aux fins de l'offrir en vente, de le vendre ou de l'utiliser ; Article 8 (Limitation des droits conférés par le brevet) :

1- Les droits découlant du brevet ne s'étendent pas :

a) aux actes relatifs à des objets mis dans le commerce sur le territoire d'un Etat membre par le titulaire du brevet ou avec son consentement ; ni....

Ainsi les Accords de Bangui desservent clairement l'intérêt des

pays concernés et des malades qui y vivent. Alors que ces pays devraient être les premiers bénéficiaires des flexibilités prévues dans les accords de l'OMC (qui ne sont pas si importantes au demeurant), ils s'en trouveront privés par la mise en œuvre de l'annexe I. C'est pourquoi le processus de mise en application de l'Annexe I mérite d'être suspendu. En outre, cette annexe doit être d'urgence révisée, et inclure toutes les recommandations émises à Doha par l'OMC, le 14 novembre 2001.

**- Bangui 1999 et la maîtrise des ressources biologiques.** Les pays en développement représentent 90 % des ressources biologiques du monde. Ainsi, laisser s'appliquer, sans discernement, le système mondialisé de protection de la propriété intellectuelle constitue un véritable danger pour l'Afrique qui serait la cible naturelle du " piratage biologique ". Pour cette raison, même si les principes sous-jacents à la partie de l'Accord ADPIC consacrée aux semences et aux végétaux reflètent ceux appliqués aux droits de propriété intellectuelle en général, l'accord prévoit une large panoplie d'options pour mettre en œuvre le système au plan national.

Ainsi l'Accord laisse les pays membres libres de concevoir leur propre système de protection des variétés végétales soit par des brevets, soit par un mécanisme " sui generis " efficace, soit par une combinaison des deux moyens. L'accord rend également obligatoire le brevetage de tous les micro-organismes et processus de microbiologie. C'est une exigence qui peut étendre le contrôle des brevets à certaines variétés animales ou végétales, s'ils sont créés ou modifiés grâce à la microbiologie. Mais, et on le sait par l'âpreté des débats sur l'article 27 - 3b de l'accord ADPIC, la concession de brevets à la matière vivante ou aux produits qui en sont tirés est une question chargée de fortes ambiguïtés qui justifie l'application d'un système " sui generis " comme moyen juridique de protection.

En effet, la vie n'est, en principe, pas une propriété humaine. Aussi, l'établissement d'un système de protection fondé simplement sur le brevetage du vivant risque d'être trop restrictif et discriminatoire vis à vis des besoins des populations et agriculteurs africains qui dépendent très fortement de l'usage et de l'exploitation illimitée des matières végétales. En somme, seul un système de protection " sui generis " peut incorporer des éléments qui visent à renforcer la diversité biologique en reconnaissant la contribution apportée par les agriculteurs et les communautés locales en général à l'amélioration des variétés végétales non commerciales. Seul ce système est aussi en mesure de faciliter l'introduction d'un mécanisme de partage des avantages.

Bangui 1999 a choisi d'exclure de la brevetabilité " l'invention qui a pour objet des variétés végétales, race animales, procédés essentiellement biologiques d'obtention des végétaux ou d'animaux autres que les procédés micro-biologiques et produits obtenus par ces procédés ".

En revanche, l'annexe X de l'accord organise la protection des obtentions végétales qui confère des droits exclusifs sur les plantes autrement dits " tous les taxons botaniques, à l'exception des espèces sauvages qui n'ont pas été plantées ou améliorées par l'homme ". Cette disposition présentera à coup sûr les mêmes difficultés d'interprétation que l'article 27-3b des accords ADPIC. Elle traduit la complexité des principes qui régissent les droits de propriété sur la matière vivante (elle n'est pas encore en vigueur).

(suite à la page 18)



*La protection de la propriété intellectuelle ... (suite de la page 17)*

## II. La Déclaration de Doha et Bangui 1999.

A Doha (Qatar), lors de la conférence ministérielle de l'OMC et à la suite de la mobilisation de plusieurs pays en développement, l'ensemble des Etats membres a adopté une déclaration ministérielle et une déclaration spécifique sur l'accord ADPIC et la santé publique (les deux le même jour : 14 Novembre 2001). Cette dernière se prononce clairement en faveur de l'accès aux médicaments pour les pays en développement. Certains en ont déduit que dorénavant, les gouvernements sont libres de produire et d'importer les versions génériques des médicaments sous brevets dont ils ont besoin (Act UP - Paris, actupp-org / article 428). D'autres soutiennent que le texte de Doha représente une remarquable avancée politique, mais qu'il ne contient aucune traduction juridique et qu'ainsi " on ne compare pas un texte juridique (Bangui révisé) qui à force de loi a une simple déclaration d'intention " (Rosine Jourdain, chef de mission MSF-Burkina citée par Brahim Ouédraogo, in Propriété intellectuelle et lutte contre le Sida au Burkina, Bulletin de la Campagne d'OXFAM, Make Trade Fair, mai 2002.) Voici posé, les termes du débat sur la question de savoir si DOHA peut être un moyen de contourner Bangui 1999 pour les pays africains. Avant de répondre à cette question, une familiarisation plus accrue avec les deux déclarations de DOHA paraît nécessaire.

### A. Economie de l'Esprit DOHA

Moins que des dispositions juridiques, DOHA est un esprit qui marque une étape dans la résistance des pays du sud devant la volonté des pays industrialisés d'imposer l'idéologie ultra-libérale à l'ensemble de la planète. L'existence même de la déclaration est un succès pour les pays en développement qui, après Seattle, présentaient pour la première fois une position commune et cohérente qui aboutit à la signature d'une déclaration adoptée par l'ensemble des membres de l'OMC.

- En terme de contenu, il faut retenir les progrès consignés dans la déclaration.

Concernant les médicaments, la déclaration séparée reconnaît dès son article premier la gravité des problèmes de santé qui touchent les pays pauvres et souligne la nécessité pour les ADPIC de contribuer à la résolution de ces problèmes : article 2 qui montre déjà que les ADPIC ne sont pas seulement orientés vers des intérêts commerciaux. Cette préoccupation se retrouve affirmée avec plus de force dans l'article 4 qui mentionne la primauté de la santé publique et prône un accès généralisé aux médicaments. L'article 5 donne les règles d'interprétation des Accords ADPIC en matière de santé et, à ce propos, des flexibilités qui n'ont rien à voir avec l'interprétation orthodoxe des juristes dogmatiques, ont été introduites : l'accord doit être interprété en fonction de ses objectifs et de ses principes. Dans le même sens, la déclaration fait bénéficier les pays les moins avancés qui sont onze dans l'accord de Bangui d'un report de dix années pour mettre en conformité leurs pays avec l'accord ADPIC. Désormais, la date butoir est 2016 (article 7). Quant à la maîtrise des ressources biologiques, elle fait l'objet de l'article 19 de la déclaration générale. Il y est question du réexamen de l'article 27-3b de l'accord ADPIC dans un sens qui tienne pleinement compte de la dimension développement en intégrant la protection de savoirs locaux.

- Mais la conférence de DOHA n'a pas été un succès total pour les pays du sud.

Les Etats ont refusé de prendre des décisions contraignantes (le texte de DOHA reste une déclaration) d'où les nombreuses questions sur son application par les Etats du nord. La question de l'importation des médicaments par des pays n'ayant pas les capacités pour les produire n'a pas été résolue à DOHA. L'article 6 prévoit que le conseil des ADPIC devra résoudre cette question avant la fin 2002. Le 27 juin 2002, le Conseil des ADPIC a approuvé une décision qui proroge jusqu'en 2016 la période de transition pendant laquelle les Pays les moins avancés (PMA) ne sont pas tenus de protéger par un brevet les produits pharmaceutiques. Il a également approuvé une dérogation aux obligations des PMA en matière de droits exclusifs de commercialisation en ce qui concerne tous nouveaux médicaments pour la période pendant laquelle ils ne sont pas tenus d'assurer une protection par brevet. C'est un progrès notable qui formalise l'article 7 de la déclaration spéciale de DOHA. La question des licences obligatoires pour accéder aux génériques demeure (article 6 de la déclaration spéciale).

### B. La portée juridique de Doha

Le décalage entre la déclaration de DOHA et l'Accord de Bangui 1999 est patent. Autant la première ajoute une dimension humaine à l'accord ADPIC, autant le second retranche toute flexibilité en s'alignant " bêtement et brutalement " sur l'accord ADPIC. En effet, si DOHA avait permis d'affirmer la possibilité de recourir aux importations parallèles (importation de médicaments de marques auprès d'un pays tiers, plutôt que directement du laboratoire producteur, pour bénéficier des prix sensiblement plus bas que les sociétés pharmaceutiques concèdent à certains pays), aux licences obligatoires (licence d'exploitation d'un brevet sans la permission du détenteur du brevet) et au recul de 2006 à 2016 de la date butoir de mise en conformité pour les PMA avec l'accord ADPIC, l'entrée en vigueur de Bangui 1999 depuis le mois de février réduit à néant toutes les avancées de DOHA.

L'Accord de Bangui est une règle de droit tandis que DOHA, bien que contenant des normes de comportement, se rapproche plus de la morale et de l'éthique que du droit. La différence entre le droit et la morale se fait généralement au niveau de la sanction : la violation d'une règle de droit implique une sanction par les tribunaux étatiques alors que la violation de la morale n'est pas corrigée dans ces lieux. Le droit est un système rigide de règles dont l'application se traduit souvent par une injustice alors que la moralité est vue comme étant composée de valeurs plus souples et plus justes qui s'imposent à la société et qui peuvent être utilisées pour " corriger " le droit.

C'est dans ce dernier sens que la déclaration de DOHA peut se révéler fort utile pour écarter les dispositions " néfastes " de l'accord de Bangui 1999. En effet, DOHA dans la déclaration spéciale institue des règles d'interprétation prenant en compte toutes les flexibilités notamment la raison d'être du texte, c'est-à-dire son objet et son but (article 5 al.a). Il ne s'agit donc pas de faire de l'exégèse en lisant les ADPIC. Cette méthode d'interprétation devra être étendue à l'accord de Bangui 1999 dont la filiation avec ADPIC est de notoriété publique. Toujours en termes de flexibilité et, dans le sens d'écarter Bangui 1999, deux dispositions de l'accord, les articles 3 - 2 et 17 dudit accord autorisent la mise à l'écart du texte de Bangui en face de dispositions plus favorables émanant de conventions internationales. Ainsi, la durée de protection des brevets qui passe de 10 à 20 ans dans Bangui 1999 ne sera pas opposable aux 11 PMA membres de l'OAPI.

### Le Comité de l'environnement autorise des observateurs pour les accords environnementaux multilatéraux

Réunis les 12 et 13 février lors de la session spéciale (de négociation) du Comité du commerce et de l'environnement, les Membres de l'OMC ont convenu de permettre aux Secrétariats de certains accords environnementaux multilatéraux (AEM) d'assister aux négociations du Comité. Cette décision a effectivement tiré les pourparlers sur l'environnement de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient depuis le début des négociations, après la Conférence ministérielle de Doha, en novembre 2001.

Sur la base de propositions avancées par le Canada, l'Inde, la Suisse et les Etats-Unis, les Membres ont également mené des discussions de fond sur la relation entre les AEM et l'OMC, comme imposé par le paragraphe 31(i) de la Déclaration ministérielle de Doha. Il y a eu peu d'avancées sur la définition des biens environnementaux ou - lors de la réunion normale (sans négociation) du Comité du commerce et de l'environnement, le 14 février - sur des recommandations en vue d'action future pour la prochaine Conférence ministérielle de Cancun.

Dans le paragraphe 31 de la Déclaration de Doha, les Membres ont convenu de négociations sur : (i) la relation entre les règles de l'OMC et les obligations commerciales spécifiques énoncées dans les AEM ; (ii) des procédures d'échange de renseignements régulier entre les Secrétariats des AEM et les Comités de l'OMC pertinents, ainsi que les critères pour l'octroi du statut d'observateur ; et (iii) la libéralisation du commerce des biens et services environnementaux.

#### 31 (i) : Statut d'observateur -solution ad hoc

Lors de la réunion du 12-13 février, les Membres ont convenu d'une proposition avancée par la présidente Yolande Biké (Gabon) visant à permettre aux Secrétariats des AEM d'assister en tant qu'observateurs ad hoc à la prochaine réunion de la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement. Après quelques discussions, les délégués ont convenu que les observateurs actuels aux sessions régulières du Comité et ceux ayant une demande en cours pour le statut d'observateur lors des sessions spéciales, seraient habilités à assister à la réunion.

Aux termes de ces critères, le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (PNUE) et six AEM ont été autorisés à assister à la réunion - la convention de Bâle sur les mouvements trans-frontières de déchets dangereux, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention sur la biodiversité (CDB), le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et la Convention cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCCC).

Selon des sources, la présence et la participation à ces organes se font à titre provisoire, et seront réexaminées à chaque session. Certains pays opposés à la présence d'observateurs dans les groupes de négociations, tels que l'Egypte et la Malaisie, ont veillé de manière explicite à ce que la décision soit prise sans préjudice de la question plus large du statut d'observateur (qui reste non résolue au niveau du Comité des négociations commerciales/ Conseil général), et qu'elle ne s'applique qu'aux sessions spéciales du Co-

mité du commerce et de l'environnement. Une exception a été faite dans ce cas en raison de la nature du mandat de négociation de l'environnement qui, selon de nombreux observateurs, nécessite la présence des Secrétariats des AEM pour un certain nombre de raisons, notamment pour garantir une meilleure cohérence au niveau international.

#### 31(ii) : Démarrage sérieux de l'analyse de la relation entre les AEM et l'OMC

Lors de la dernière réunion de la sessions spéciale du Comité du commerce et de l'environnement, en novembre 2002, les Membres ont convenu d'examiner les obligations commerciales spécifiques dans certains AEM, en plus d'une analyse conceptuelle. Durant la réunion du 12-13 février, les Membres ont commencé un débat de fond dans ce sens, en se penchant sur des communications des Etats-Unis, de l'Inde, du Canada et de la Suisse, qui reposaient sur une matrice antérieure du Secrétariat de l'OMC présentant des mesures commerciales relatives à des AEM choisis (WT/CTE/W/160/Rev.1, pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>). Les débats sont dans une phase préliminaire, et les délégations sont en train d'avancer leurs propres idées sur la portée du mandat découlant du paragraphe 31 (i), notamment les points de savoir quels AEM considérer et ce qui pourrait constituer une obligation commerciale spécifique dans ces AEM.

Les communications américaine (TN/TE/W/20) et indienne préconisaient de limiter la définition de l'obligation commerciale spécifique dans un AEM à celle qui est obligatoire et de nature spécifique. Elles ont identifié 6 AEM qui pourraient répondre à ces critères : trois qui sont entrés en vigueur - la CITES, la Convention de Bâle et le Protocole de Montréal ; et trois non encore en vigueur - la Convention de Stockholm sur le consentement préalable en connaissance de cause, la Convention de Rotterdam sur les polluants organiques persistants et le Protocole sur la diversité biologique de la CDB. Les deux pays ont joint des annexes à leurs communications énonçant quelles dispositions de ces accords pouvaient, selon eux, constituer des obligations commerciales spécifiques. Selon les Etats-Unis, la session spéciale devrait maintenant commencer à mettre en place un fondement factuel qui permettrait par la suite au Comité d'examiner la relation entre ces deux ensembles d'obligations internationales (AEM et OMC). Cette position a été appuyée par l'Australie, l'ASEAN et l'Argentine.

Dans sa communication, qui aurait été bien accueillie par de nombreuses délégations, le Canada a associé l'approche américaine et indienne des obligations spécifiques commerciales à une approche conceptuelle (TNTE/W/22). Comme le Etats-Unis et l'Inde, le Canada s'est également concentré sur les six AEM cités ci-dessus ; ce pays a toutefois nuancé sa position en disant qu'il ne les considérerait pas comme la liste définitive de tous les AEM ayant des obligations commerciales spécifiques, mais que l'examen des six pourrait fournir des éclairages significatifs. Le Canada a formulé un certain nombre de commentaires et de questions sur la portée des obligations commerciales spécifiques. Il a déclaré, par exemple, qu'il était peut-être nécessaire d'examiner une disposition spécifique dans le contexte d'autres dispositions d'un AEM et de ses objectifs, notamment les décisions prises par les Conférences des Parties et le langage des préambules. Il ne considérerait pas que la CCCC ou son Protocole de Kyoto contenait des obligations commerciales spécifiques.

(suite à la page 20)

*Le Comité de l'environnement autorise ... (suite de la page 19)*

Dans un bref document, la Suisse a identifié deux grandes catégories d'obligations commerciales spécifiques. La première, 'les mesures commerciales explicitement prévues et obligatoires au titre des AEM', coïncidait étroitement avec l'approche des obligations commerciales spécifiques adoptée par les Etats-Unis et de nombreux autres Membres. La seconde, qui a suscité des critiques presque générales, renvoyait à 'd'autres mesures appropriées et nécessaires pour réaliser un objectif d'un AEM'. Selon la Suisse, cette catégorie comprend tous les AEM qui établissent des types de mesures et de politiques pouvant et devant être adoptées en vue de la réalisation d'un objectif spécifique négocié par les parties contractantes, et qui leur donnent une certaine marge de manœuvre en ce qui concerne les mesures touchant au commerce à adopter (ce que l'on appelle 'obligation de résultat'). Cette catégorie comprendrait les mesures prises au titre du Protocole de Kyoto et d'autres AEM tels que l'OIBT et la Commission internationale pour la conservation du thon de l'Atlantique.

### **31(iii) : Biens et services environnementaux**

Concernant les biens environnementaux (que la session spéciale du Comité du commerce et de l'environnement a été chargé d'aider à définir, par le Groupe de négociation de l'accès aux marchés pour les produits non-agricoles) certains pays en développement ont fait part de leur préoccupation concernant le fait que la définition des biens environnementaux qui se dessine était trop fortement axée sur les biens présentant un intérêt pour les pays développés. La plupart des définitions à ce jour se sont concentrées sur 'l'utilisation finale' ou sur les produits industriels qui visent à atténuer ou à nettoyer la pollution environnementale. Il a continué à y avoir peu d'enthousiasme pour l'inclusion des critères dits de procédés et méthodes de production pour définir les biens environnementaux, bien que la Suisse ait émis l'idée d'inclure les produits ayant 'des caractéristiques physiques respectueuses de l'environnement', tels que les bicyclettes et les fourneaux à énergie solaire, qui pourraient également favoriser les produits des pays en développement. Deux nouvelles communications ont été déposées : une du Japon présentant sa liste proposée de biens environnementaux qui, selon ce pays, devrait être incluse aux pourparlers sur l'accès aux marchés (TN/TE/W/171) et une autre du Qatar sur les carburants et les technologies à plus faibles émissions de carbone et de polluants (TN/TE/W/19).

### **Comité du commerce et de l'environnement ordinaire**

Réunie le 14 février, la session ordinaire du Comité du commerce et de l'environnement a décidé de commencer à compiler, pour la Conférence ministérielle de Cancun, les rapports factuels sur les discussions à ce jour relatives aux paragraphes 32 (effets des mesures environnementales sur l'accès aux marchés, aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC), et étiquetage à des fins environnementales) et 33 (assistance technique et renforcement des capacités pour les pays en développement) de la Déclaration de Doha. Des sources ont indiqué que ceux-ci pourraient être complétés par des recommandations pour des domaines d'action future relatifs au paragraphe 32 (mesures environnementales et accès aux marchés) au cas où les Membres apporteraient des suggestions. Jusqu'ici, ni la CE, ni la Suisse - les principaux demandeurs dans ce domaine - n'ont fait de propositions. Le Japon a fait une intervention, dans le contexte du paragraphe 32, sur le lien entre les réductions tarifaires et la gestion

durable des ressources halieutiques et forestières. Selon des sources des milieux du commerce, ceci a été " moins que bien accueilli ", certaines délégations ayant déclaré que ce lien n'avait pas encore été bien établi.

### **Le Sommet de l'UEMOA : entre renforcement du commerce intra-communautaire et intégration plus poussée au marché mondial.**

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) se sont réunis à Dakar le 29 janvier dernier pour examiner, entre autres sujets, l'état de l'Union, dans ses différents volets relatifs aux politiques commerciales et douanières, au marché commun, à la surveillance multilatérale, aux politiques sectorielles, à l'Union monétaire, au financement de l'Union, à la coopération, à la Communication et enfin, au fonctionnement du dispositif institutionnel.

La conférence s'est tenue dans un contexte historique particulier, marqué au plan intérieur par une grande instabilité économique et politique du fait de la crise que traverse la côte d'Ivoire, qui à elle seule représente près de 40% du PIB de l'union, et au plan extérieur par l'implication simultanée des pays de l'union dans différentes instances de négociations multilatérales. Pour ces raisons, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont affirmé dès l'ouverture de la conférence leur volonté de renforcer les bases économiques et politiques de l'Union et ont identifié les prochaines réformes à engager.

### **Politiques douanières et commerciales**

L'harmonisation des politiques douanières et commerciales est une donnée maîtresse de la stratégie d'intégration de l'Uemoa. L'un des acquis majeurs de l'Union dans ce domaine est sans doute l'entrée en vigueur du tarif extérieur commun (TEC), le 1er janvier 2000 et son plafonnement à 22% des droits d'entrée. En plus de l'application uniforme du tarif extérieur commun par tous les pays de l'union, la libéralisation du commerce intracommunautaire, devenue effective à la même date, a aussi marqué un grand tournant dans le processus d'intégration des économies des huit pays de l'Uemoa. Cela s'est traduit par la libre circulation, en franchise totale des droits et taxes d'entrée, pour les produits de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat et les produits industriels originaires agréés.

Dans le même registre, la conférence a annoncé l'entrée en vigueur prochaine des nouvelles règles d'origine des produits, en vue d'impulser le développement du tissu industriel de l'Union et d'intensifier les échanges intracommunautaires.

Ces avancées significatives cachent cependant mal la persistance d'une série d'obstacles tarifaires et non tarifaires au développement des échanges intracommunautaires et de discordances entre le Tarif Extérieur Commun (TEC) de l'Union et les tarifs nationaux. Le Conseil s'est donc proposé, en rapport avec la Commission, de prendre les mesures nécessaires pour la suppression de ces barrières et d'accélérer la mise en place du dispositif de surveillance commerciale.

Dans le domaine des relations commerciales entre l'Uemoa et ses partenaires extérieurs, la Conférence a renouvelé ses instructions à la Commission pour mener, en concertation avec le Secrétariat exécutif de la CEDEAO, les négociations avec l'Union européenne,



en vue de la conclusion de l'Accord de Partenariat Économique Régional (APER) prévu par les dispositions de l'Accord de Cotonou. Le champ des accords qui lient l'Union à des pays tiers est depuis un certain temps dans une phase d'élargissement. L'un des derniers en date est la conclusion avec les Etats Unis d'Amérique d'un Accord sur le Développement des relations de commerce et d'investissement. Le même type d'accord est prévu avec le Royaume du Maroc, la Tunisie et l'Égypte, et la conférence a encouragé la commission à poursuivre les concertations dans ce domaine. De plus, en vertu des dispositions des articles 82 à 85 du Traité de l'Union, les chefs d'Etat ont donné des orientations à la Commission en vue d'une part, d'adapter les actes communautaires à la réglementation commerciale internationale et d'autre part, d'assurer la participation effective de l'Union aux négociations commerciales multilatérales de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC.)

### Législations fiscales, finances publiques et investissements

L'harmonisation des législations fiscales et des cadres statistiques et comptables des finances publiques participe de l'objectif majeur de l'Union de bâtir un espace unique. Depuis le 08 décembre 1999, date de l'adoption du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, des pas importants ont été effectués dans ce domaine.

Toutefois, si dans le domaine fiscal et de la comptabilité publique des acquis certains ont été obtenus, l'Union accuse encore un retard dans l'adoption d'un Code communautaire des investissements et d'une législation communautaire sur la liberté de circulation des personnes, de résidence, de prestation de service ainsi que sur le droit d'établissement.

Au titre de la Surveillance multilatérale, trois ans après l'entrée en vigueur du pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres de l'UEMOA, la Conférence a évalué le fonctionnement du dispositif dudit Pacte et noté quelques acquis satisfaisants, en dépit de la faiblesse de l'impulsion politique et les lenteurs dans la mise en œuvre des réformes macro-économiques et structurelles devant soutenir la croissance économique.

Les difficultés économiques et socio-politiques que traversent certains pays de l'Union ont occasionné un retard dans la mise en œuvre des critères de convergence et réduit la capacité de ces Etats à soutenir les réformes structurelles engagées dans le cadre du Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité entre les Etats membres. Compte-tenu de ces difficultés, des réajustements ont été apportés au Pacte qui s'articulent autour de trois principaux axes: 1) le report en décembre 2005 de l'horizon de convergence ; 2) la définition de nouvelles modalités d'évaluation des performances à l'horizon de convergence ; 3) la désignation du Conseil des Ministres en tant qu'instance compétente pour la définition des modalités de calcul des critères de convergence.

Malgré les avancées significatives réalisées dans le cadre de l'intégration, les économies de l'espace Uemoa restent encore très vulnérables aux chocs extérieurs. Parmi les solutions envisagées par les chefs pour atténuer les effets de cette vulnérabilité, il y a le renforcement du dispositif institutionnel de la surveillance multilatérale, notamment par une plus grande implication des gouvernements dans l'élaboration et l'exécution des programmes pluriannuels nationaux de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité, une plus grande coopération avec la communauté fi-

nancière internationale et en fin la création et la préservation d'un climat socio-politique favorable aux investissements

### Union monétaire

L'Uemoa regroupe les huit pays d'Afrique de l'ouest ayant le franc CFA en partage. Au plan de la coopération monétaire, l'union a bénéficié de l'évolution favorable des agrégats, marquée notamment par un renforcement de la position extérieure des institutions monétaires et un taux de couverture de l'émission monétaire de plus de 120 %, en dépit d'une conjoncture interne et d'un environnement international peu favorable. La Banque Centrale a été invitée dans cette perspective à poursuivre la conduite d'une politique monétaire prudente, compatible avec le renforcement de la compétitivité des économies de l'Union.

Toutefois, si du côté de l'Uemoa les résultats sont relativement satisfaisants, en dépit d'un léger ralentissement de la croissance qui tombe à 2,7% contre 3,8% en 2001, à cause entre autres de la crise ivoirienne, son rapprochement avec la CEDEAO en vue de l'harmonisation de l'espace régionale et l'adoption de la monnaie unique "Eco", initialement prévu pour 2004, semble être encore compromis.

Lors d'une réunion du Conseil de convergence pour la seconde zone monétaire de la CEDEAO tenue à Freetown (Sierra Leone) du 8 au 12 avril 2002, les membres de la Cedeao avaient choisi le terme " ECO " comme nom de la future monnaie commune Ouest africaine et adopté un calendrier de mise en œuvre. Selon ce calendrier, la création d'une seconde zone monétaire Ouest africaine (WAMZ) en parallèle avec le F CFA était prévu pour fin 2003 et avait pour objectif de faciliter l'intégration économique des pays Ouest africains non-membres de l'UEMOA (Cap-Vert, Gambie, Guinée, Nigeria, Ghana, Sierra Leone, Libéria) par l'adoption d'une politique monétaire et financière commune. Celle-ci devait ensuite, à l'horizon 2004, rejoindre la zone CFA pour parachever le processus de création du marché économique et monétaire de la CEDEAO.

Du fait des difficultés rencontrées par les sept pays non-membres de l'Uemoa pour respecter les critères de convergence et mettre en œuvre une union douanière, l'adoption de l' " Eco " comme monnaie unique de la Cedeao est maintenant reportée à 2005.

D'ici là, l'Uemoa prévoit quant à elle de renforcer ses actions en faveur de l'intégration économique, du développement du marché financier régional et d'objectifs plus spécifiques tels que la promotion de l'industrie de transformation du coton fibre dans l'espace de l'UEMOA, la promotion des PME et la privatisation progressive des infrastructures économiques.

L'Uemoa a été créée en 1994 à Dakar avec comme objectif général de faire de l'intégration le moteur de l'insertion de ses membres à l'économie mondiale, ouvrant des perspectives nouvelles de développement économique et social. Elle regroupait au début 7 pays (bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Guinée Bissau, ancienne colonie portugaise s'est jointe à l'Union en 1997. L'espace de l'Union compte 72 millions d'habitants soit 30% de la population de l'Afrique de l'Ouest. Son Pib est estimé à 28 milliards d'euros et représente 33% du Pib de la sous-région.

Sources : Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, Dakar, le 29 janvier 2003. Communiqué final : [http://www.uemoa.int/actualite/Com\\_pres\\_CCE\\_01\\_2003.htm](http://www.uemoa.int/actualite/Com_pres_CCE_01_2003.htm); AFP, 28-01-2003

**Deuxième forum de l'AGOA en Ile Maurice : les pays africains entre la défense des avantages préférentiels et la recherche d'un meilleur accès aux fonds de développement**

Le deuxième forum de la loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA) s'est tenu à Port Louis, en Ile Maurice du 15 au 17 janvier 2003. Deux ans après sa mise en place, un millier de participants composés d'hommes d'affaires, de décideurs et de membres de la société civile, dont une centaine d'américains, se sont donnés rendez-vous à Port Louis pour procéder à l'évaluation du partenariat afro-américain afin d'en identifier les succès, les échecs et les potentialités.

Le choix de l'Ile Maurice pour ce second forum de l'AGOA n'est pas fortuit. Selon Peter Craig, le Trade commissioner de Maurice à Washington, "les Africains ont vu ce que Maurice a accompli grâce à l'AGOA et à la politique favorisant l'exportation. Ils veulent imiter Maurice d'où leur présence si nombreuse à cette foire de l'AGOA. "Assumant le rôle modèle de son pays dans le partenariat avec les Etats-Unis, le Premier ministre mauricien a révélé que l'Ile Maurice était il y a vingt ans comme la plupart des pays africains, avec un taux de chômage élevé, une inflation chronique, un énorme déficit budgétaire et pratiquement pas de réserves en devises. Si le pays, assure-t-il, a pu renverser la situation, c'est grâce à une politique de développement basée sur l'exportation. L'AGOA est justement un instrument qui donne libre accès au vaste marché américain pour dynamiser les exportations africaines, a-t-il conclu. Accès aux fonds d'investissement

L'AGOA ne s'arrête pas qu'au textile-habileté. Il comprend un important aspect d'aide au développement étroitement lié au (New Millenium Challenge Account - MCA) créé en mars par le président Bush. Ce fonds estimé à 10 milliards de dollars, auxquels les Etats-Unis ont promis d'ajouter 5 milliards de dollars pour le porter à 15 milliards à l'horizon 2007 vise à offrir aux pays qui instituent des réformes souhaitées par les Etats Unis une sorte de récompense qui leur fournit " un outil puissant pour contrecarrer les forces qui s'opposent aux changements ".

Le forum du secteur privé de l'AGOA s'est longuement penché sur le manque d'informations sur les modes de financement privés américains. Mais si les entrepreneurs et les responsables d'agences publiques africains ont déploré une certaine lourdeur bureaucratique qui entrave l'accès aux fonds d'investissement privés et exhortés les fonds présents en Afrique à se faire connaître, des responsables des milieux financiers ont quant à eux rétorqué qu'il appartient aux africains de faire connaître leurs projets. Estimant qu'il existe très peu de fonds de participation en Afrique, un partenaire chez Modern Africa Fund Managers est d'avis que les financiers africains doivent être plus actifs sur le marché. Pour ces derniers, il est nécessaire que les pays africains souscrivent à un système de credit ratings afin que les marchés de capitaux puissent faire une évaluation appropriée des risques

Système Généralisé de Préférences et sauvegarde des avantages  
Si l'AGOA est surtout connu pour son volet textile, ce régime préférentiel couvre aussi d'autres produits à travers l'extension du Système Généralisé de Préférences (SGP). Le SGP est à la base un régime commercial préférentiel, entre les pays en voie de développement et les pays industrialisés, existant séparément de l'AGOA.

Ces régimes SGP, qui sont opérés par des pays comme les Etats-Unis, l'Union européenne et le Japon, sont des exceptions admises aux règles du GATT. Dans le SGP opéré par les Etats-Unis, les importations sont admises sur le territoire américain en franchise de douane si à la fois le produit et le pays d'origine sont conformes aux règles posées par la loi.

L'ensemble des pays africains éligibles à l'AGOA sont éligibles au traitement SGP. La liste des produits éligibles au traitement SGP fait l'objet d'une désignation particulière dans la Harmonised Tariff Schedule américaine. Pour être admis en franchise de douane, le produit en question doit être originaire du pays bénéficiaire, ce qui nécessite l'application de certaines règles d'origine. Ainsi, cette règle impose qu'au moins 35% de la valeur du produit, telle que déterminée à son entrée sur le territoire, doit lui avoir été ajoutée dans un pays éligible au SGP.

Le régime de base du SGP couvre quelques 4600 produits. L'AGOA opère ainsi une extension en y ajoutant 1600 produits additionnels.

### Compatibilité avec l'OMC

Si la mise en place de l'AGOA ouvre une ère nouvelle pour les pays de la région du subsaharienne, le futur contexte dans lequel ces avantages seront exploités sera caractérisé par l'élimination des filets de protection dans le cadre de la réglementation du commerce international par l'Organisation mondiale du commerce. A partir du 1er janvier 2005, tous les quotas sur les importations textiles seront éliminés. Et, selon l'annonce faite le 26 novembre 2002, les Etats-Unis proposent de réduire graduellement les tarifs douaniers sur la période 2005-2010 à un taux maximum de 8%, et de procéder à leur élimination totale d'ici 2015. Et quid alors des régimes préférentiels, dont l'attrait découle de l'existence d'un tarif douanier de 17,5% en moyenne sur les produits textiles ? Les avantages accordés à l'Afrique seront-ils sacrifiés par les Etats-Unis dans leur recherche de nouveaux marchés pour leurs exportations ?

Les Américains ne pourront pas faire miroiter pendant longtemps le cadeau des tarifs préférentiels. D'ailleurs, c'est un tout petit nombre de pays africains qui profitent des échanges avec les Etats-Unis celui-ci à cause de son pétrole et celui-là en raison de ses richesses minières. L'AGOA, est certes une bonne initiative mais tôt ou tard, les pays africains vont devoir vivre au rythme des réalités du commerce international qui dans les années à venir sera caractérisé par la symétrie et la réciprocité dans les échanges.

### Demandes d'extension

Le régime de l'AGOA qui était prévu pour prendre fin en 2008 sera vraisemblablement prolongé après d'intenses activités de lobbying menées durant le forum pour demander le renouvellement des avantages préférentiels au-delà de 2008. L'extension du régime AGOA au-delà de cette date serait incluse dans un package de réformes à être apportées au régime qui sera alors dénommé AGOA Plus. Parmi ces réformes sont prévues des incitations fiscales (tax breaks) pour attirer l'investissement américain en Afrique au Sud du Sahara, des mesures visant à amener une plus grande conformité des exportations agricoles africaines avec les normes américaines, ainsi que des mesures en ce qui concerne le transport et la logistique. Peter Craig souligne que dans l'AGOA Plus, l'accent sera mis sur la diversification des avantages accordés par les Etats-Unis. Cependant, aucune décision n'a été prise jusqu'ici à propos du régime

PMA. Il faudrait cependant que ces réformes soient votées par le Congrès américain. Le Miscellaneous Trade and Technical Corrections Bill, projet de loi qui prévoyait une rétroactivité beaucoup plus généreuse pour certaines modifications apportées à l'AGOA en 2002 a été bloqué au niveau du Sénat. Comme le projet de loi n'a pas pu être voté par le Sénat avant l'ajournement de la 107e session du Congrès le 21 novembre 2002 il est par conséquent actuellement caduc. Concernant l'extension du régime AGOA, l'United States Trade Representative (USTR), Robert Zoellick estime que l'administration est favorable à cette extension mais qu'il appartient au Congrès d'en décider.

### Mise en garde des ONG

Des responsables du People's Forum ont vivement mis en garde les gouvernements africains contre les risques que l'AGOA faisait courir à leurs populations. Ils trouvent que plusieurs dispositions de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) représentent un danger à la souveraineté même des pays signataires de l'accord. L'article 104 de l'AGOA implique que les pays éligibles n'auront d'autre choix que d'approuver la politique étrangère américaine s'ils veulent préserver leur accès au marché américain. Selon des ONG qui ont manifesté en marge du forum, " l'AGOA n'est qu'un slogan creux qui sera vite englouti par les différents accords commerciaux ", car il s'agit à leurs yeux, moins d'un accord que d'une imposture votée difficilement et sans négociation aux Etats-Unis pour permettre aux capitalistes américains qui recherchent désespérément de nouveaux marchés de faire du commerce avec les pays africains.

### Bilan de l'AGOA en 2001

Sur les 35 pays éligibles, moins d'une dizaine joue un rôle commercial significatif dans le cadre des échanges régis par l'AGOA. Certes, les exportations africaines durant le premier semestre de l'année 2001 ont atteint les 3 milliards de dollars. Mais ce sont essentiellement les pays producteurs et exportateurs de produits énergétiques et miniers qui en ont tiré profit. Le Nigeria se taille la part du lion avec des recettes s'élevant à 2,3 milliards, suivi du Gabon avec ses 448, 5 millions de dollars, de l'Afrique du sud avec 135 millions, du Ghana, 18,9 millions, du Cameroun 16,2 millions et du Kenya avec 16 millions. Les exportations de pétrole arrivent loin devant les textiles, pourtant favorisés par l'AGOA.

La plupart des pays africains éligibles rencontrent de grandes difficultés à se conformer aux normes de l'AGOA. Si pour certains, les contraintes sont d'ordre politique (absence de démocratie, problèmes de respect des droits de l'Homme etc.) pour d'autres par contre, ce sont les normes de qualité exigées par l'AGOA qui constituent des entraves à l'entrée de leurs produits sur le marché américain. L'AGOA est entré en vigueur le 18 mai 2000. Elle autorise le président américain à désigner des pays susceptibles de bénéficier des opportunités d'exportation offertes par l'ouverture du marché américain à certains produits africains en franchise de taxes et de quotas. Pour être éligible, un pays doit en principe instaurer une économie de marché, un Etat de droit et une démocratie plurielle, éliminer les entraves à l'investissement américain, protéger la propriété intellectuelle, combattre la corruption, bannir certaines formes de travail des enfants etc.

Sources : [www.Allafrica.com](http://www.Allafrica.com), [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-03-12/inbrief.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-03-12/inbrief.htm)

## PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

### BRIDGES/PASSERELLES/PUENTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ENDA et ICTSD remercient les partenaires pour l'appui qu'ils fournissent à la publication de Passerelles.



enda tiers-monde

*PASSERELLES* entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers - Monde et ICTSD.

Responsable de publication: Taoufik Ben Abdallah  
Rédaction : Cheikh Tidiane Dièye, Elhadj Abdourahmane Diouf

Montage : Elhadj Mamadou Sow Sarr

Diffusion : Sata Tall

Adresse : B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél : (221) 821-70-37

Fax : (221) 822-2695

E-mail : [syspro2@enda.sn](mailto:syspro2@enda.sn)

Web : <http://www.enda.sn>



ICTSD  
INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT

*BRIDGES Between Trade and Sustainable development* est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice : Anja Halle

Tél : (41-22) 917-8492

Fax : (41-22) 917-8093

E-mail : [ictsd@ictsd.ch](mailto:ictsd@ictsd.ch)

Web : <http://www.ictsd.org>



FUTURO  
LATINOAMERICANO

*PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible*, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur : Nicolas Lucas

Editrice : Mariá Amparo Albán

Téléfax : (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail : [flla@interactive.net.ec](mailto:flla@interactive.net.ec)



GERMANWATCH

*BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung*, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur : Rainer Engels

Editrice : Martina Schaub

Tél : (49-228) 60492-0

Fax : (49-228) 60492-19

E-mail : [tradewatch@germanwatch.org](mailto:tradewatch@germanwatch.org)

Web : <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES*, *BRIDGES*, *PUENTES* et *BRÜCKEN* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA, d'ICTSD, de la Fundación Futuro Latinoamericano et de GERMANWATCH. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

### Passerelles, bulletin électronique

Pour vous abonner au bulletin électronique Passerelles sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à : [listserv@iatp.org](mailto:listserv@iatp.org). Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: souscription à Passerelles. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD ou ENDA.



## Réunions de mars et avril

**10 - 21 mars**, Nairobi, Kenya: Workshop on Monitoring for Effectiveness in Community-Based Water Supply and Sanitation. Telephone: 254-2-890-555/6/7, Fax: 254-2-890-553/4 Email: netwas@nbnet.co.ke, Web Site: <http://www.irc.nl/products/training/event.php?id=11>

**12 - 13 mars**, OMC, Genève, Conseil du commerce des marchandises, facilitation du commerce

**16 - 23 mars**, Kyoto, Japon, Forum du Tiers monde sur l'Eau. Contact: Forum Secretariat  
Telephone: 81-3-5212-1645, Email: [office@water-forum3.com](mailto:office@water-forum3.com)  
Web Site: <http://www.worldwaterforum.org>

**18 mars**, OMC, Genève, atelier sur les barrières techniques au commerce

**24-25 mars**, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

**26 mars**, OMC, Genève, Comité sur l'accès aux marchés

**27 - 28 mars**, Mexico, Mexique, Réunion du PNUE sur le renforcement des capacités dans le domaine de l'environnement, du commerce et du développement. Contact : UNEP - ETB. Tél : +(41 22) 917 82 43

**28-31 mars**, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session spéciale

**30 mars - 4 avril**, Brazzaville, Congo, 5ème session de l'assemblée parlementaire conjointe ACP-UE. Pour plus d'informations : Secrétariat ACP : Tél : +(32 2) 743 06 00, Internet : [www.acpsec.org](http://www.acpsec.org); e-mail : [info@acpsec.org](mailto:info@acpsec.org)

**3 avril**, Oslo, Norvège, Réunion sur les plantes médicinales : conditions d'accès, d'utilisation et de partage des avantages à la lumière de la convention sur la diversité biologique  
Contact: Alida Jay Bove, Telephone: 47-22-85-89-00, Fax: 47-22-85-89-20. Email: [alida.boyce@sum.uio.no](mailto:alida.boyce@sum.uio.no), Web Site: <http://www.sum.uio.no/bioprospecting/cbd.html>

**3-4 avril**, OMC, Genève, Comité des accords commerciaux régionaux

**8-9 avril**, OMC, Genève, Comité de négociations commerciales

**11 avril**, Bruxelles, Belgique, Comité des ambassadeurs ACP-UE, Secrétariat ACP : Tél : +(32 2) 743 06 00, Internet : [www.acpsec.org](http://www.acpsec.org); e-mail : [info@acpsec.org](mailto:info@acpsec.org)

**14-15 avril**, OMC, Genève, Groupe de négociations sur l'accès aux marchés

**22 - 25 avril**, Genève, Suisse, 49ème réunion du Comité exécutif du CITES. Pour plus d'informations : Contact: CITES Secrétariat, Tél : 41-22-917-8139/40  
Fax: 41-22-797-3417, Email: [cites@unep.ch](mailto:cites@unep.ch)  
Web Site: <http://www.cites.org/eng/news/calendar.shtml>

**24-25 avril**, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session spéciale

**28 avril**, OMC, Genève, Sous-comité sur les pays les moins avancés

**29-30 avril**, OMC, Genève, Comité du commerce et de l'environnement

## Publications et Ressources

Association biens publics à l'échelle mondiale ; **Biens publics à l'échelle mondiale**, Colophon Editions, 2001, Essais.

Carfantan J.Y., **La mondialisation déloyale: pour un nouvel ordre agricole et alimentaire**, Fayard, octobre 2002.

The German Federal Ministry for the Environment, Nature Conservation and Nuclear Safety; **Climate change and conflict, November 2002**,

ENDA Tiers Monde, ICTSD, Solagral ; **Commerce, développement durable et propriété intellectuelle vus d'Afrique**. Documents présentés au dialogue régional de Dakar, 30 & 31 juillet 2002.  
[http://www.ictsd.org/pubs/ictsd\\_series/iprs/dakar/dakar.htm](http://www.ictsd.org/pubs/ictsd_series/iprs/dakar/dakar.htm)

FAO: **État de l'insécurité alimentaire 2002 (L)**. L'insécurité alimentaire: la faim au quotidien et la crainte permanente de la famine. <http://www.fao.org/icalog/inter-f.htm>

FAO : **Les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture**. Manuel de référence - CD ROM. 2002  
<http://www.fao.org/icalog/inter-f.htm>

**IPC recommendations for the agricultural modalities for the doha round**. The International Food and Agricultural Trade Policy Council (IPC), 21 January 2003. <http://www.agritrade.org/Doha/Modalities.htm>.

Madeley J, **Le commerce de la faim: La sécurité alimentaire sacrifiée sur l'autel du libre-échange**, Ed. de l'Atelier, 2002, 264 p, collection "Enjeux Planète".

**Multilateral vs bilateral investment negotiations - where can developing countries make themselves heard?** By Hilda Fridh and Olivia Jensen. <http://www.cuts.org/9-2002.pdf>.

OXFAM : **Pour un commerce équitable, bulletin de la campagne de l'Afrique de l'ouest**, n°2, janvier 2003. Pour plus d'informations, contacter : Mouhamet Lamine Ndiaye, [mlndiaye@oxfam.org.sn](mailto:mlndiaye@oxfam.org.sn), ou visiter : [www.maketradeair.com](http://www.maketradeair.com)

PASSET, R avec la collaboration de LIBERMAN J: **Mondialisation financière et terrorisme ; la donne a-t-elle changé depuis le 11 septembre ?**  
Ed. de l'Atelier, 2002, 176 p, collection "Enjeux Planète"

BRAC DE LA PERRIERE, R - SEURET F: **GRAINES SUSPECTES : Les aliments transgéniques : une menace pour les moins nantis ?** Ed. de l'Atelier, 2002, 176 p, collection "Enjeux Planète"

SOLAGRAL: **Aide alimentaire de la distribution à la participation**, dossier pédagogique, septembre 2002.  
[http://www.solagral.org/publications/pedago/aide\\_alim\\_2002/intro.htm](http://www.solagral.org/publications/pedago/aide_alim_2002/intro.htm)

SOLAGRAL: Cotonou, OMC : **Enjeux agricoles pour les pays ACP**, document pédagogique, novembre 2002.  
[http://www.solagral.org/publications/pedago/aide\\_alim\\_2002/intro.htm](http://www.solagral.org/publications/pedago/aide_alim_2002/intro.htm)

THE GLOBAL ACCOUNTABILITY REPORT: **Power without accountability?** By Hetty Kovach, Caroline Neligan, and Simon Burall. One World Trust (2003). <http://www.oneworldtrust.org/Ch99/htmlGAP/report/report.htm>.

TRADE AND LABOR STANDARDS: **A strategy for developing countries**. By Sandra Polaski. Carnegie Endowment (2003). <http://www.ceip.org/files/publications/publicationsmain.asp>.